

Introduction




Une majorité des habitants des 34 pays africains condamnent les efforts de leurs gouvernements en matière de lutte contre la corruption, selon les enquêtes réalisées par Afrobaromètre auprès de plus de 51 000 citoyens entre octobre 2011 et juin 2013¹.

56 % des citoyens ont déclaré que leurs gouvernements luttent « plutôt mal » ou « très mal » contre la corruption, tandis que seulement 35 % jugent au contraire qu'ils agissent « plutôt bien » ou « très bien ». Les statistiques montrent que pour les 16 pays régulièrement suivis depuis 2002 dans le cadre des enquêtes Afrobaromètre, les perceptions négatives ont augmenté de 46 % à 54 % ; avec seulement cinq pays affichant une baisse de celles-ci au cours de la dernière décennie.

Ces mauvaises perceptions persistent en dépit du fait que l'éradication de la corruption et l'amélioration de la gouvernance en Afrique ont été des priorités pour la plupart des grandes organisations internationales et pour de nombreux dirigeants politiques depuis le milieu des années 1990.

Dans l'ensemble des 34 pays, la perception de la corruption est la plus forte vis-à-vis des policiers, suivis des responsables gouvernementaux et des agents du fisc. Les membres du bureau du Président sont cependant perçus comme les moins corrompus.

¹ Enquêtes Afrobaromètre sont basées sur des échantillons nationaux représentatifs . Ces résultats 34 pays représentent donc les vues de près des trois quarts (76%) de la population du continent. Les pays inclus dans la série 5 sont les suivants: Algérie, Bénin, Botswana , Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert , Côte d' Ivoire, Egypte , Ghana, Guinée , Kenya, Lesotho , Libéria, Madagascar , Malawi, Mali , Maroc, Maurice, Mozambique , Namibie, Niger , Nigeria, Sénégal , Sierra Leone , Afrique du Sud , Soudan, Swaziland , Tanzanie , Togo, Tunisie , Ouganda, Zambie et Zimbabwe . Les résultats d'un 35ème pays , l'Ethiopie, seront disponibles sous peu . Le nombre total de personnes interrogées dans les 34 pays était de 51 605 . Sénégal, Sierra Leone , Afrique du Sud , Soudan, Swaziland , Tanzanie , Togo, Tunisie , Ouganda, Zambie et Zimbabwe . Les résultats d'un 35ème pays , l'Ethiopie, seront disponibles sous peu . Le nombre total de personnes interrogées dans les 34 pays était de 51 605 . Les interviews sont réalisées en face -à-face dans la langue de choix du répondant. Tours de l' Afrobaromètre précédents avaient été menés en 1999-2001 (cycle 1, 12 pays) , 2002-2003 (Round 2, 16 pays) , 2005-2006 (Round 3 , 18 pays) et 2008-2009 (Round 4, 20 pays). Pour de plus amples renseignements, visitez www.afrobarometer.org



Les enquêtes Afrobaromètre révèlent également que près d'une personne sur 5 (16 %) a payé un ou plusieurs pots-de-vin à des fonctionnaires au cours de l'année passée afin d'obtenir un document officiel ou un permis. Payer un pot-de-vin pour bénéficier de soins médicaux ou éviter un problème avec la police sont les deux autres modalités les plus citées. Près d'un Africain sur trois (30 %) a payé au moins un pot-de-vin dans l'année qui a précédé l'enquête.

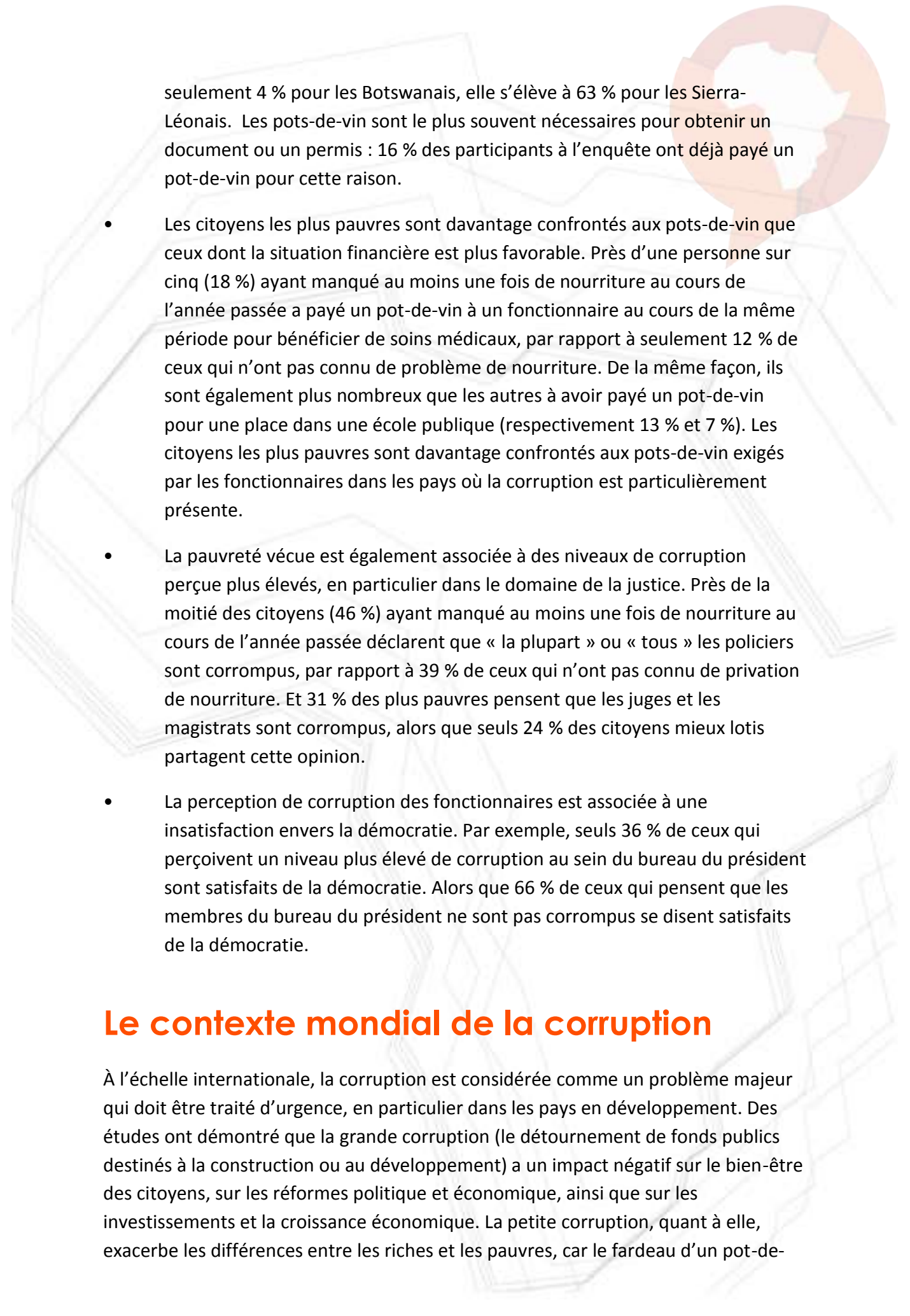
La Sierra Leone, le Maroc, la Guinée, le Kenya et l'Égypte sont les pays où les habitants sont les plus nombreux à payer un pot-de-vin pour obtenir un service ou éviter un problème, contrairement à la Namibie, l'île Maurice, le Cap-Vert et le Botswana, où ils sont les moins nombreux à se livrer à cette forme de corruption.

La corruption punit avant tout les plus pauvres. Les Africains manquant souvent de nourriture perçoivent un niveau plus élevé de corruption au sein de leurs gouvernements et sont davantage susceptibles de payer un pot-de-vin, d'offrir un cadeau ou d'accorder une faveur à un fonctionnaire afin d'obtenir des documents officiels, d'accéder aux services publics ou d'éviter un problème avec la police. En outre, les citoyens les plus pauvres sont davantage confrontés aux demandes de pots-de-vin dans les pays où la corruption est particulièrement présente.

La corruption semble également fragiliser la démocratie. Les habitants qui perçoivent un niveau plus élevé de corruption au sein de leurs gouvernements, ainsi que ceux confrontés à la petite corruption, sont plus susceptibles d'être « pas du tout satisfaits » ou « pas vraiment satisfaits » de la manière dont fonctionne la démocratie dans leur pays.

Principaux Résultats

- Plus de 5 citoyens sur 10 (56 %) déclarent que leurs gouvernements luttent mal contre la corruption. Dans les 16 pays suivis au cours de la dernière décennie, ces évaluations négatives ont augmenté de 8 points pourcentage depuis 2002.
- Les policiers sont considérés comme étant les plus corrompus sur l'ensemble des 34 pays, avec 43 % des citoyens estimant que « la plupart » ou « tous » sont impliqués dans la corruption. Cette perception négative envers la police est plus affirmée au Nigeria (78 %), au Kenya (69 %) et en Sierra Leone (69 %).
- Près d'un répondant sur trois (30 %) déclare avoir versé au moins un pot-de-vin au cours de l'année passée pour obtenir un service ou éviter un problème. Cette perception est très variable selon les pays, exemple : de



seulement 4 % pour les Botswanais, elle s'élève à 63 % pour les Sierra-Léonais. Les pots-de-vin sont le plus souvent nécessaires pour obtenir un document ou un permis : 16 % des participants à l'enquête ont déjà payé un pot-de-vin pour cette raison.

- Les citoyens les plus pauvres sont davantage confrontés aux pots-de-vin que ceux dont la situation financière est plus favorable. Près d'une personne sur cinq (18 %) ayant manqué au moins une fois de nourriture au cours de l'année passée a payé un pot-de-vin à un fonctionnaire au cours de la même période pour bénéficier de soins médicaux, par rapport à seulement 12 % de ceux qui n'ont pas connu de problème de nourriture. De la même façon, ils sont également plus nombreux que les autres à avoir payé un pot-de-vin pour une place dans une école publique (respectivement 13 % et 7 %). Les citoyens les plus pauvres sont davantage confrontés aux pots-de-vin exigés par les fonctionnaires dans les pays où la corruption est particulièrement présente.
- La pauvreté vécue est également associée à des niveaux de corruption perçue plus élevés, en particulier dans le domaine de la justice. Près de la moitié des citoyens (46 %) ayant manqué au moins une fois de nourriture au cours de l'année passée déclarent que « la plupart » ou « tous » les policiers sont corrompus, par rapport à 39 % de ceux qui n'ont pas connu de privation de nourriture. Et 31 % des plus pauvres pensent que les juges et les magistrats sont corrompus, alors que seuls 24 % des citoyens mieux lotis partagent cette opinion.
- La perception de corruption des fonctionnaires est associée à une insatisfaction envers la démocratie. Par exemple, seuls 36 % de ceux qui perçoivent un niveau plus élevé de corruption au sein du bureau du président sont satisfaits de la démocratie. Alors que 66 % de ceux qui pensent que les membres du bureau du président ne sont pas corrompus se disent satisfaits de la démocratie.

Le contexte mondial de la corruption

À l'échelle internationale, la corruption est considérée comme un problème majeur qui doit être traité d'urgence, en particulier dans les pays en développement. Des études ont démontré que la grande corruption (le détournement de fonds publics destinés à la construction ou au développement) a un impact négatif sur le bien-être des citoyens, sur les réformes politique et économique, ainsi que sur les investissements et la croissance économique. La petite corruption, quant à elle, exacerbe les différences entre les riches et les pauvres, car le fardeau d'un pot-de-

vin payé en échange de documents, de services ou de protection est beaucoup plus lourd pour les pauvres que pour les riches².

L'existence de plusieurs conventions et instruments régionaux et internationaux de lutte contre la corruption, notamment la Convention des Nations Unies contre la corruption, la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, le Protocole de la Communauté de développement de l'Afrique australe contre la corruption et le Protocole de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur la lutte contre la corruption, souligne l'engagement de la communauté internationale à combattre la corruption³. Ces instruments fournissent des directives juridiques, politiques et judiciaires aux pays membres pour réduire la corruption.

L'intérêt international croissant pour la lutte contre la corruption depuis le milieu des années 1990 a également conduit à la création de différentes méthodes de mesure de la corruption. Par exemple, l'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International note et classe les pays et territoires selon le degré de corruption perçu de leur secteur public.

Afrobaromètre, en sa qualité de source principale de données d'enquête en Afrique, a également mesuré et suivi la perception et l'expérience de la corruption depuis 2002. Les données recueillies par Afrobaromètre sur la perception du climat politique, économique et social des pays apportent un contexte aux évaluations de la corruption et révèlent que les pays économiquement plus vulnérables sont également ceux dont les fonctionnaires sont les plus corrompus.

Les citoyens notent sévèrement les gouvernements en matière de lutte contre la corruption

Afrobaromètre a demandé aux participants à l'enquête d'évaluer l'efficacité de leur gouvernement en matière de lutte contre la corruption. En moyenne, sur l'ensemble

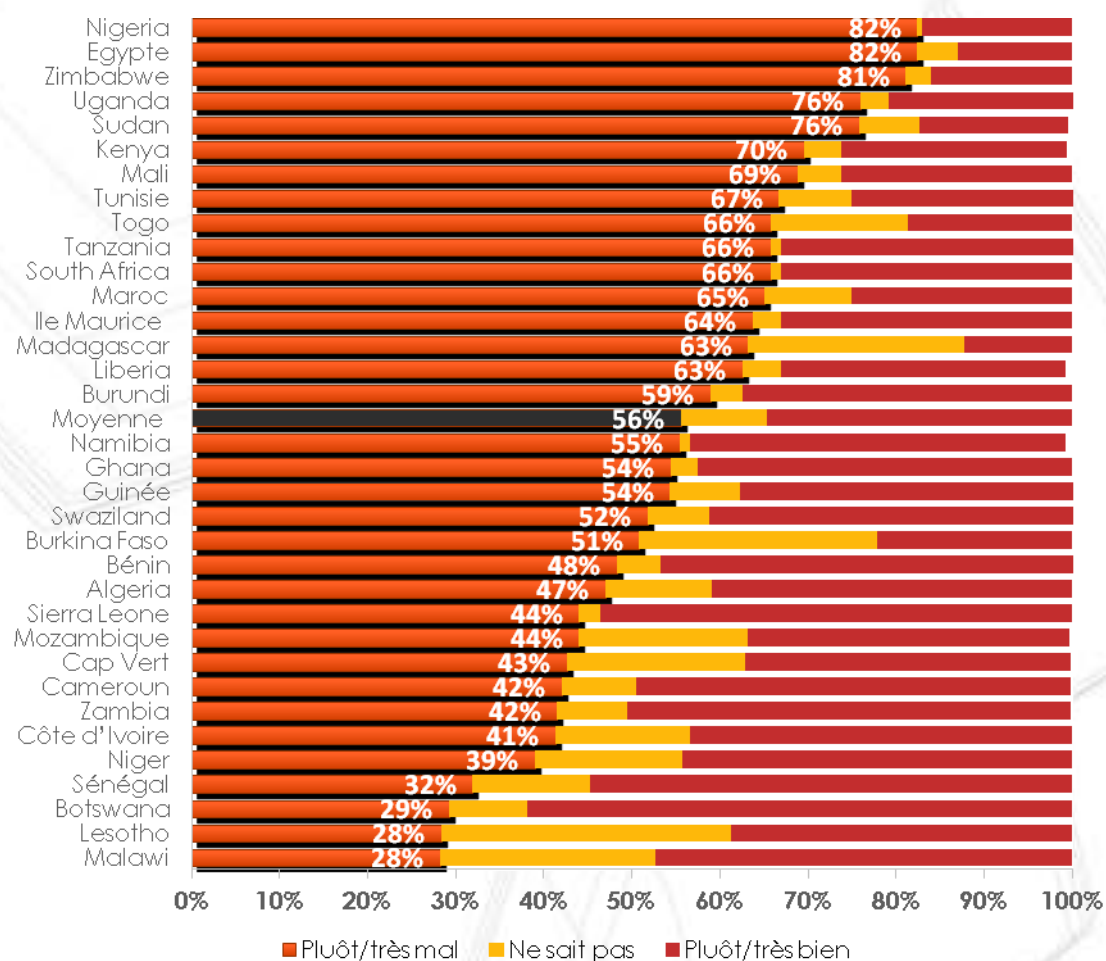
² Justesen, MK et Bjornskov, C. exploiter les pauvres: la corruption bureaucratique et la pauvreté en Afrique. Afrobaromètre Working Paper No. 139

³ UK Anti-Corruption Forum <http://www.anticorruptionforum.org.uk/acf/resources/instruments/>

des 34 pays étudiés, plus de la moitié (56 %) estiment que leurs gouvernements luttent « plutôt mal » ou « très mal » contre la corruption, tandis que seulement un tiers (35 %) déclarent au contraire qu'ils agissent « plutôt bien » ou « très bien » (Figure 1).

En analysant cette perception par pays, on constate que les opinions les plus négatives prédominent au Nigeria (82 %), en Égypte (82 %) et au Zimbabwe (81 %), tandis que les opinions les moins négatives sont recueillies au Malawi (28 %), au Lesotho (28 %) et au Botswana (29 %).

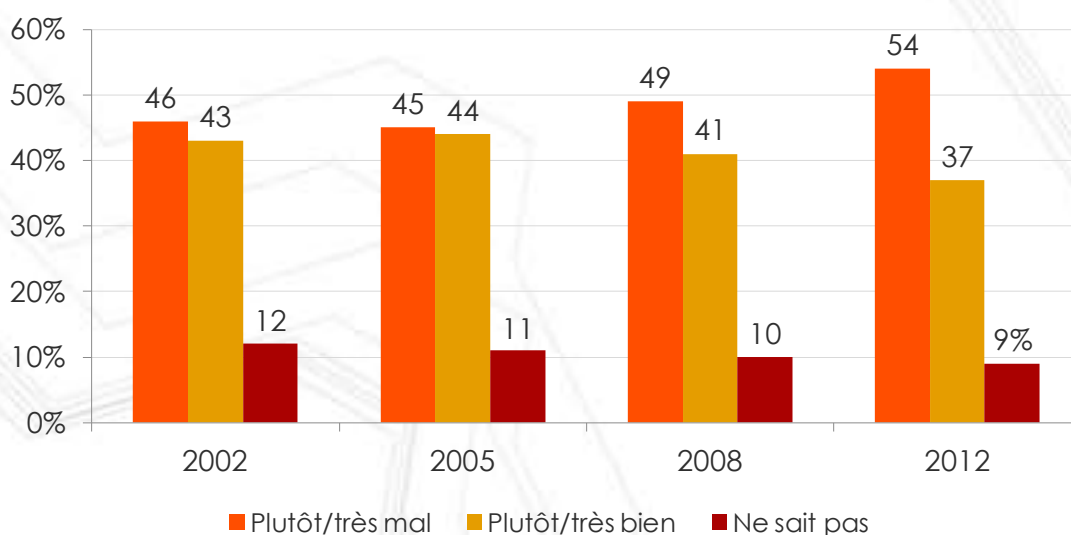
Figure 1 : Évaluation de l'efficacité du gouvernement dans la lutte contre la corruption | 34 pays africains, entre 2011 et 2013



Question: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le Gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? : "Lutte contre la corruption au sein du gouvernement?"

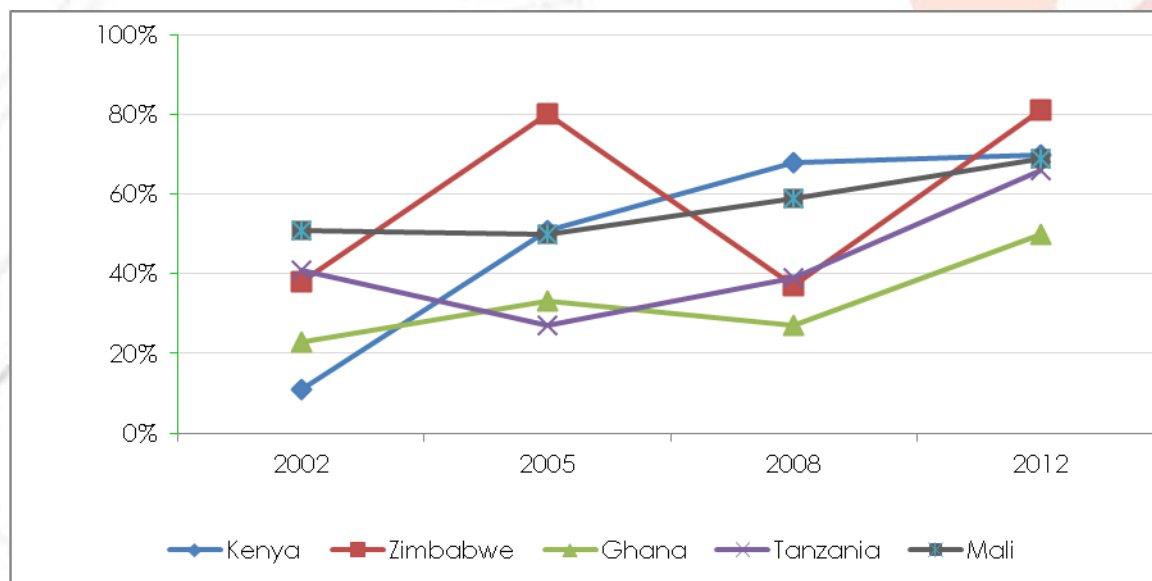
En outre, dans les 16 pays suivis depuis 2002, les opinions négatives sont en constante augmentation (Figure 2). Les changements les plus spectaculaires se sont produits au Kenya, au Zimbabwe, au Ghana et en Tanzanie. En 2003, seuls 11 % des Kenyans ont exprimé une opinion négative, contre 70 % en 2011⁴. Les évaluations négatives ont augmenté de 43 points pourcentage au Zimbabwe (passant de 38 % en 2002 à 81 % en 2012), de 31 au Ghana et de 25 en Tanzanie (Figure 3).

Figure 2 : **Augmentation du taux d'insatisfaction vis-à-vis de la lutte contre la corruption | 16 pays africains, entre 2002 et 2012**



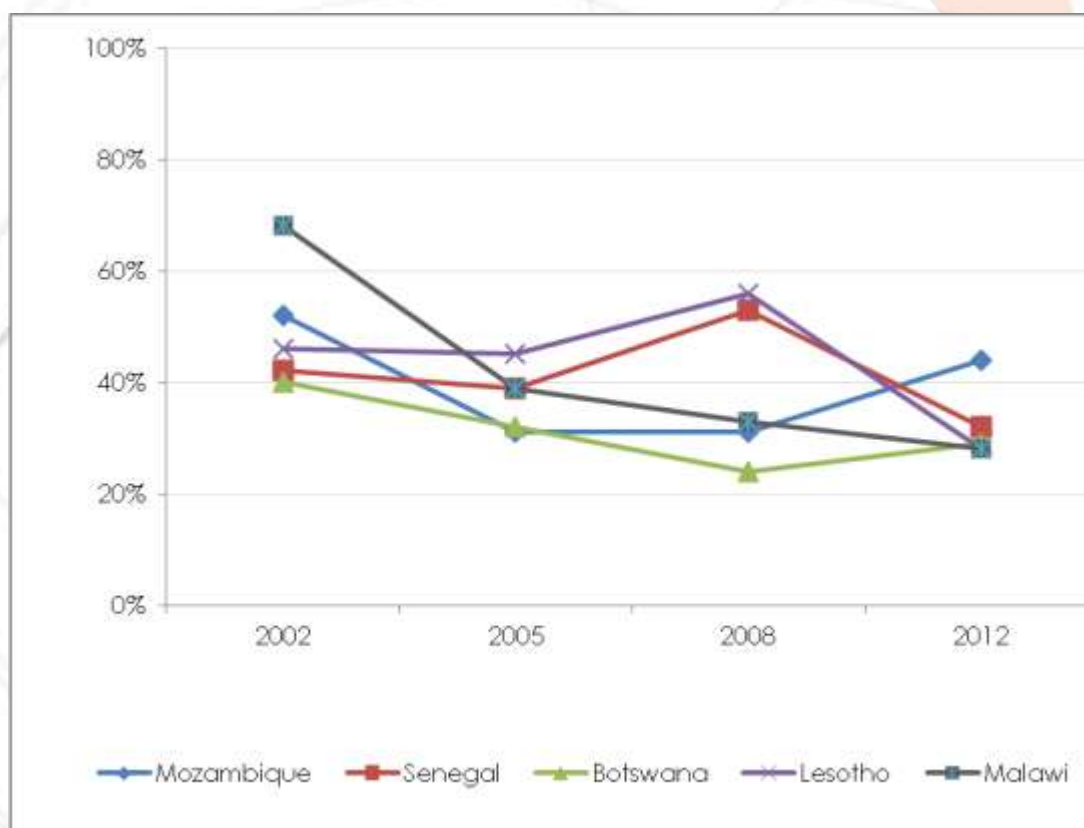
⁴ L'enquête de 2003 au Kenya a eu lieu seulement 9 mois après les élections historiques de 2002 qui ont conduit à la première cession électorale du pouvoir dans le pays, de sorte que les résultats de cette première enquête reflètent un degré exceptionnel d'euphorie du public qui a décliné rapidement dans les enquêtes ultérieures. Voir Tom Wolf, Carolyn Logan, et Jeremiah Owiti, avec Paul Kiage, 2004, «A New Dawn? L'optimisme populaire au Kenya après la transition », Afrobaromètre Document de travail n ° 33, www.afrobarometer.com.

Figure 3 : Pays en échec dans leur lutte contre la corruption, entre 2002 et 2012



En revanche, sur la même période, l'insatisfaction des Malawites vis-à-vis de la lutte contre la corruption a diminué de 40 points pourcentage (passant de 68 % d'opinions négatives à 28 %). Des améliorations moins marquées ont été observées au Lesotho (baisse de 18 points pourcentage), au Botswana (11 points) et au Sénégal (10 points) (Figure 4).

Figure 4 : Pays réalisant des avancées en matière de lutte contre la corruption, entre 2002 et 2012



La population perçoit une corruption généralisée dans les institutions étatiques africaines

Afrobaromètre mesure la perception de la corruption en demandant aux participants : « D'après vous, parmi les personnes suivantes, combien sont impliquées dans la corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour avoir une opinion : le président et les membres de son bureau, les membres du parlement, les responsables gouvernementaux, les conseillers de l'administration locale, les policiers, les agents du fisc, les juges et magistrats ? ».

Le pourcentage de personnes qui déclarent que « la plupart » ou « tous » sont corrompus va d'un minimum de 24 % pour les membres du bureau du président à un maximum de 43 % pour les policiers (Figure 5). Il existe, cependant, des disparités substantielles entre les différents pays du continent (Figure 6).

**Figure 5 : Perception de la corruption institutionnelle
| 34 pays africains, entre 2011 et 2013**

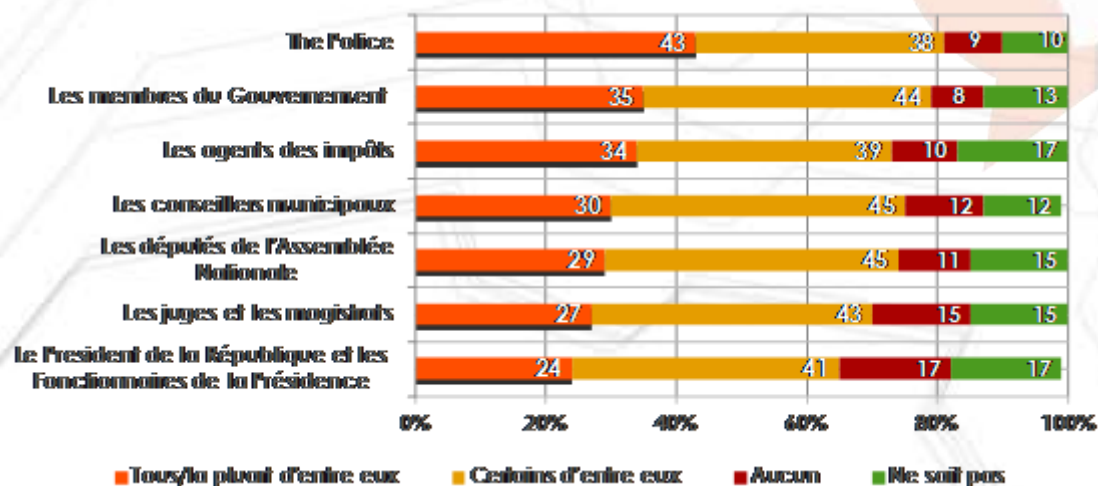
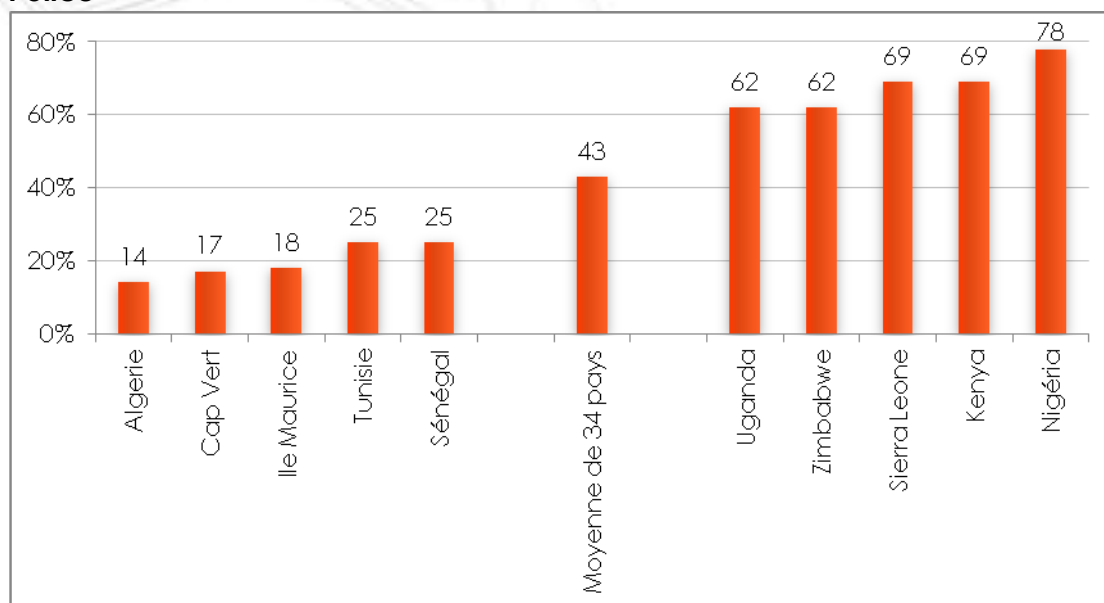


Figure 6 : Perception de la corruption institutionnelle : pays dont les taux sont les plus élevés et les plus bas | 34 pays africains, entre 2011 et 2013

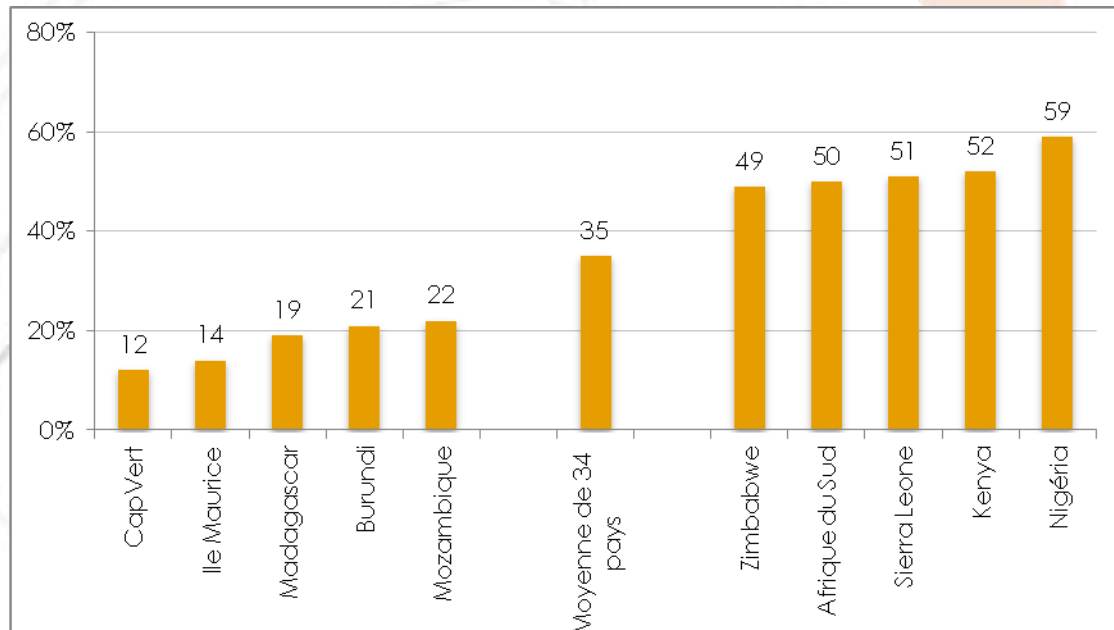
La Police



Proportion de ceux qui ont déclaré que "tous ou la plupart" des personnes de la police sont corrompus

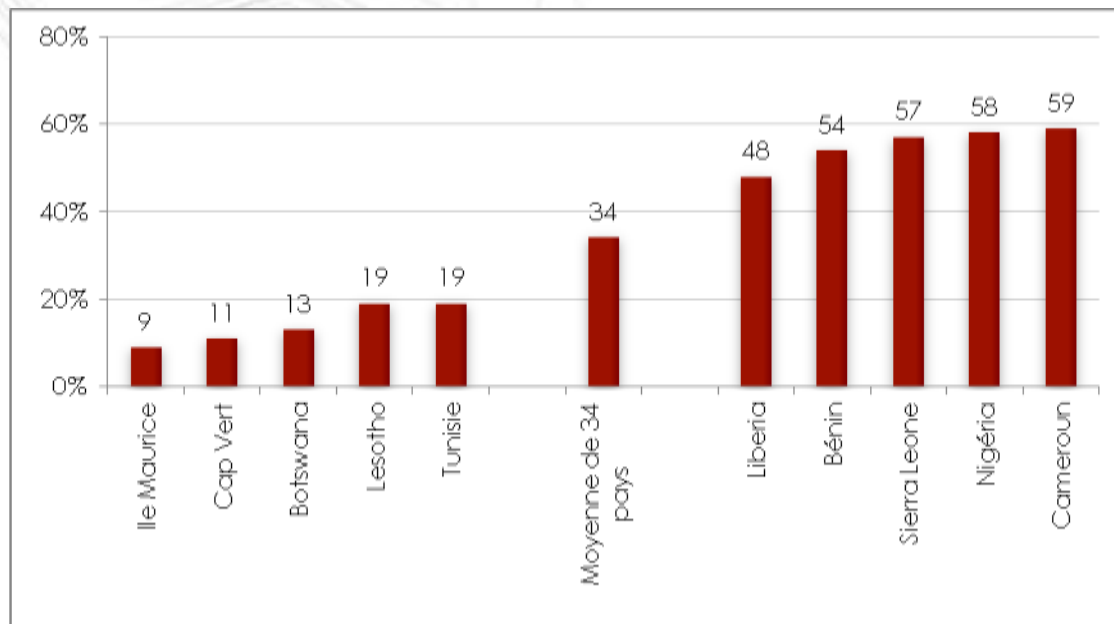


Des Membres du Gouvernement



Proportion de ceux qui ont déclaré que "tous ou la plupart" des membres du gouvernement sont corrompus

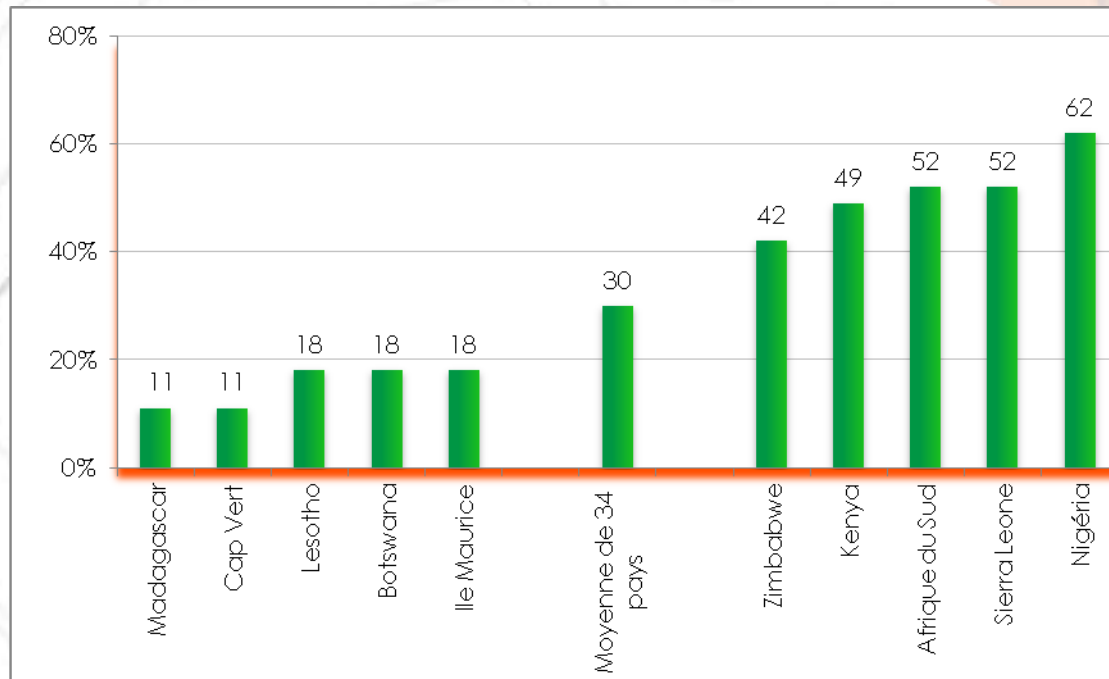
Des Agents des impôts



Proportion de ceux qui ont déclaré que "tous ou la plupart" des agents des impôts sont corrompus



Des Conseillers Communaux



Proportion de ceux qui ont déclaré que "tous ou la plupart" des conseillers communaux sont corrompus

En outre, dans 16 pays suivis depuis 2002, la perception de la corruption a augmenté pour quatre de ces cinq groupes (Figure 7). La seule exception concerne les juges et magistrats, qui connaissent une très légère baisse des niveaux de corruption perçue.

**Figure 7 : Hausse de la perception de la corruption institutionnelle
16 pays africains, entre 2002 et 2012**

La Nation corrompue : l'indice de perception de la corruption

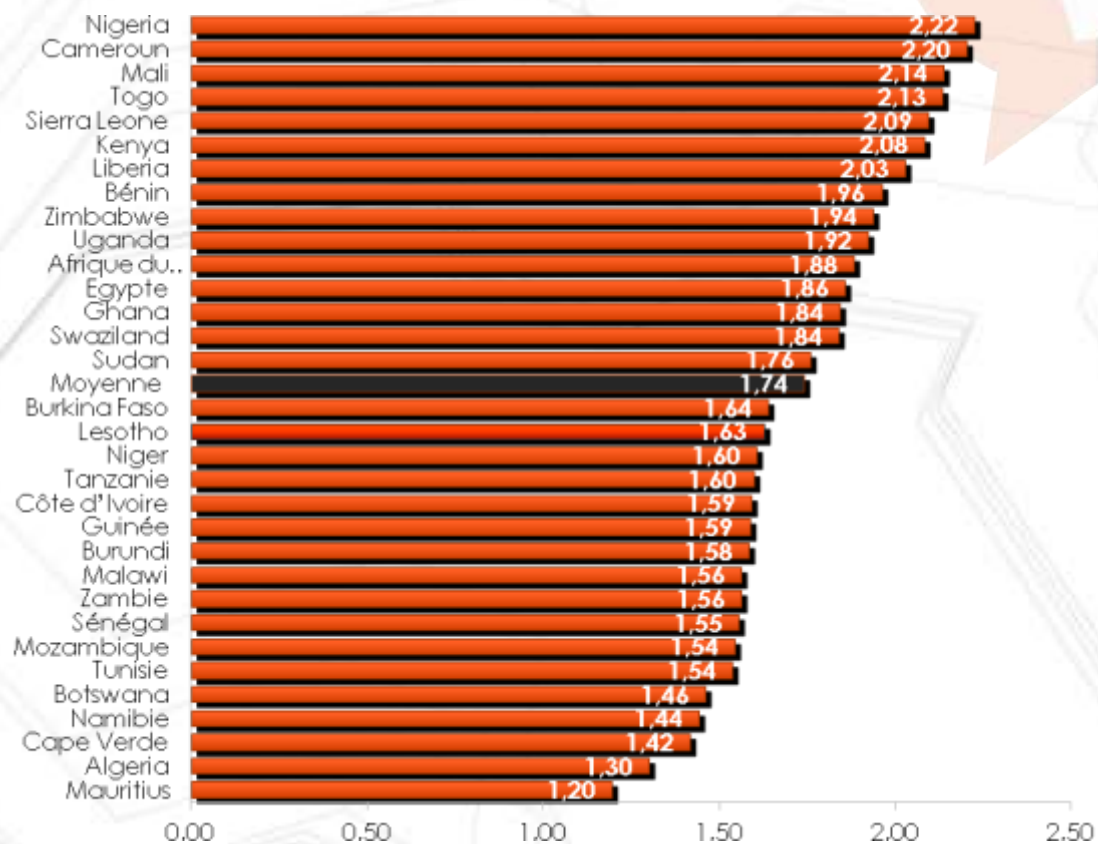


Afrobaromètre a créé un « indice de perception de la corruption » pour chaque individu et pour chaque pays, en faisant une moyenne des niveaux de perception de la corruption des différentes institutions : les membres du bureau du président, les membres du parlement, les responsables gouvernementaux, les policiers, les juges et magistrats⁵. L'indice de perception de la corruption est compris entre 0 (personne dans ces institutions n'est perçu comme étant corrompu) et 4 (tout le monde est perçu comme étant corrompu).

Sur l'ensemble des 34 pays couverts par la dernière série d'enquêtes (Round 5, 2011–2013), l'indice moyen de perception de la corruption s'établit à 1,74 (sur une échelle allant de 0 à 4), avec l'île Maurice (1,20) et l'Algérie (1,30) enregistrant les notes les plus faibles, et le Nigeria (2,22) et le Cameroun (2,20), celles les plus élevées (Figure 8).

⁵ Parce que les questions au sujet des fonctionnaires du gouvernement local et des agents du fisc n'ont pas été inclus dans tous les tours de Afrobaromètre, ces catégories sont exclues pour permettre des comparaisons au fil du temps.

Figure 8 : Indice de perception de la corruption | 34 pays africains, entre 2011 et 2013



Dans les 16 pays suivis depuis 2002, l'indice moyen de perception de la corruption est resté inchangé à 1,74. Plusieurs pays, notamment le Malawi, ont enregistré des améliorations (c.-à-d. une baisse de l'indice de perception de la corruption) (Figure 9), mais ces améliorations ont été compensées par des baisses dans d'autres pays, notamment le Kenya, l'Afrique du Sud et le Ghana (Figure 10).

Figure 9 : Pays connaissant une baisse de la corruption perçue, entre 2002 et 2012

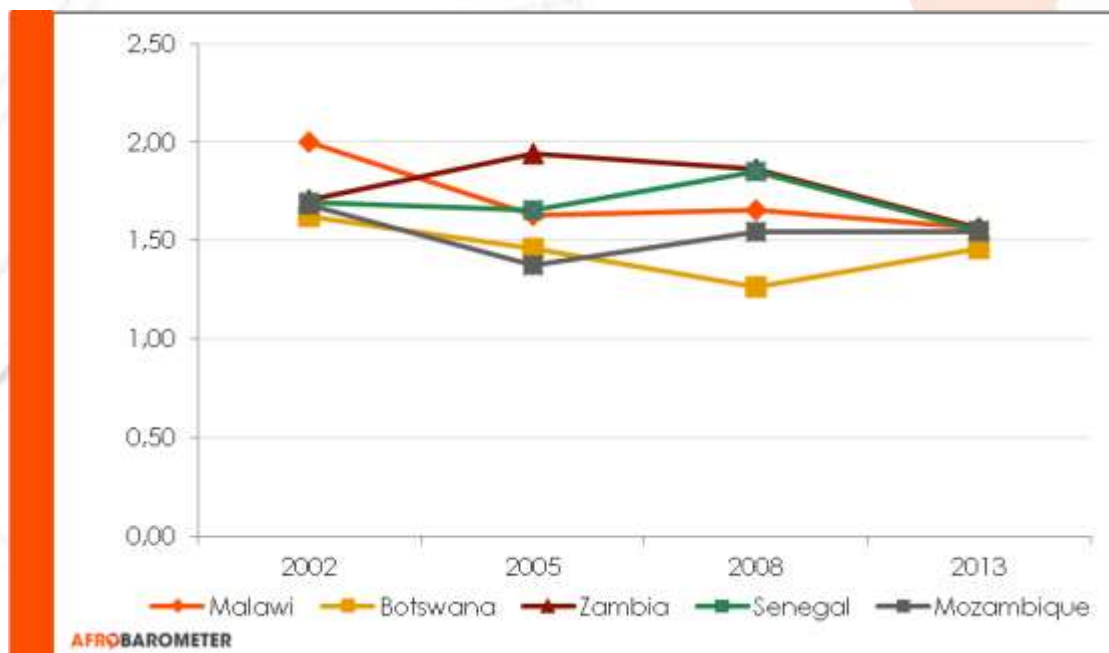
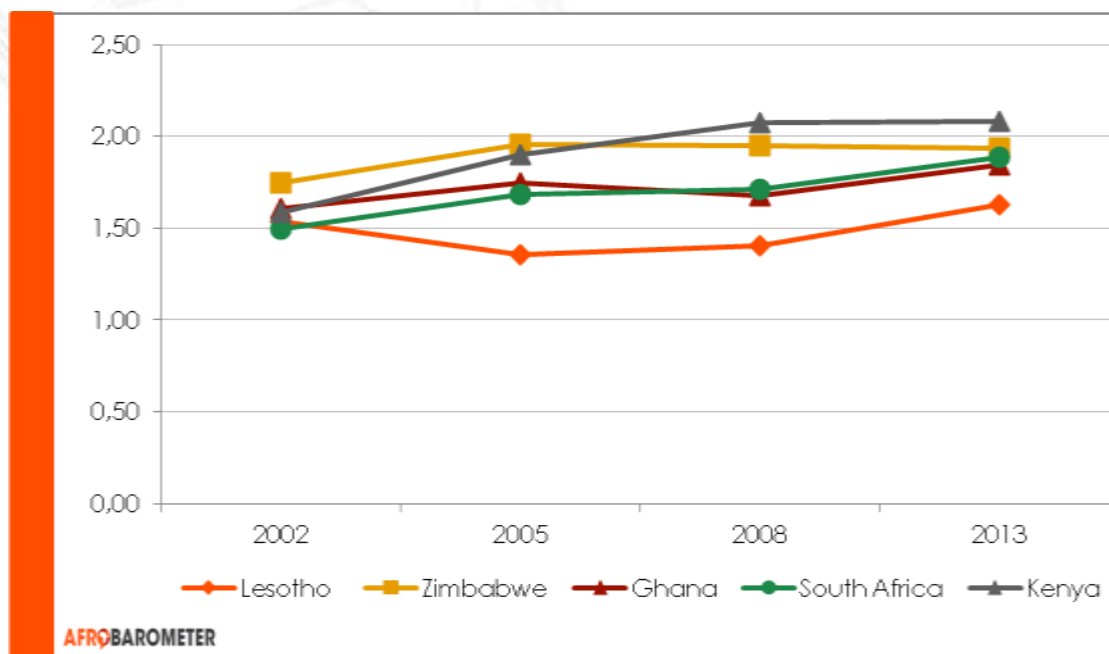


Figure 10 : Pays connaissant une hausse de la corruption perçue, entre 2002 et 2012

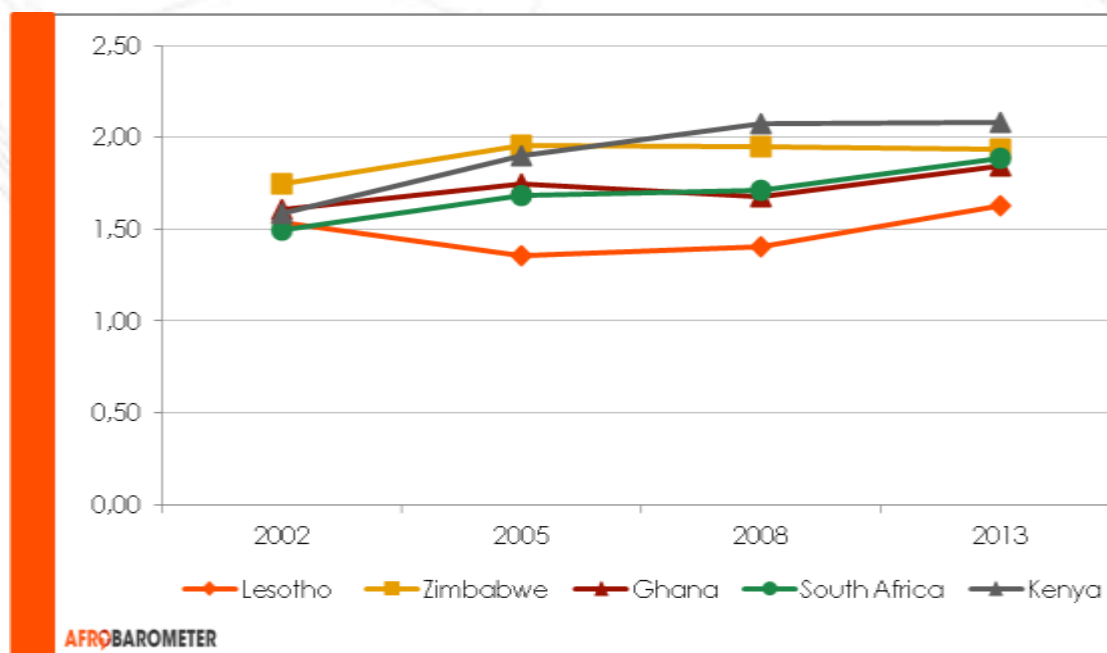


L'expérience personnelle de la corruption

Afrobaromètre interroge également les participants sur leur expérience personnelle de la corruption : « Au cours de l'année passée, combien de fois avez-vous dû payer un pot-de-vin, offrir un cadeau ou accorder une faveur à un fonctionnaire pour : obtenir un document ou un permis, obtenir des services d'eau ou d'assainissement, bénéficier de soins médicaux dans une clinique ou un hôpital local, éviter un problème avec la police (p. ex. au passage d'un point de contrôle ou pour éviter une amende ou une arrestation), ou pour inscrire votre enfant dans une école primaire ? »

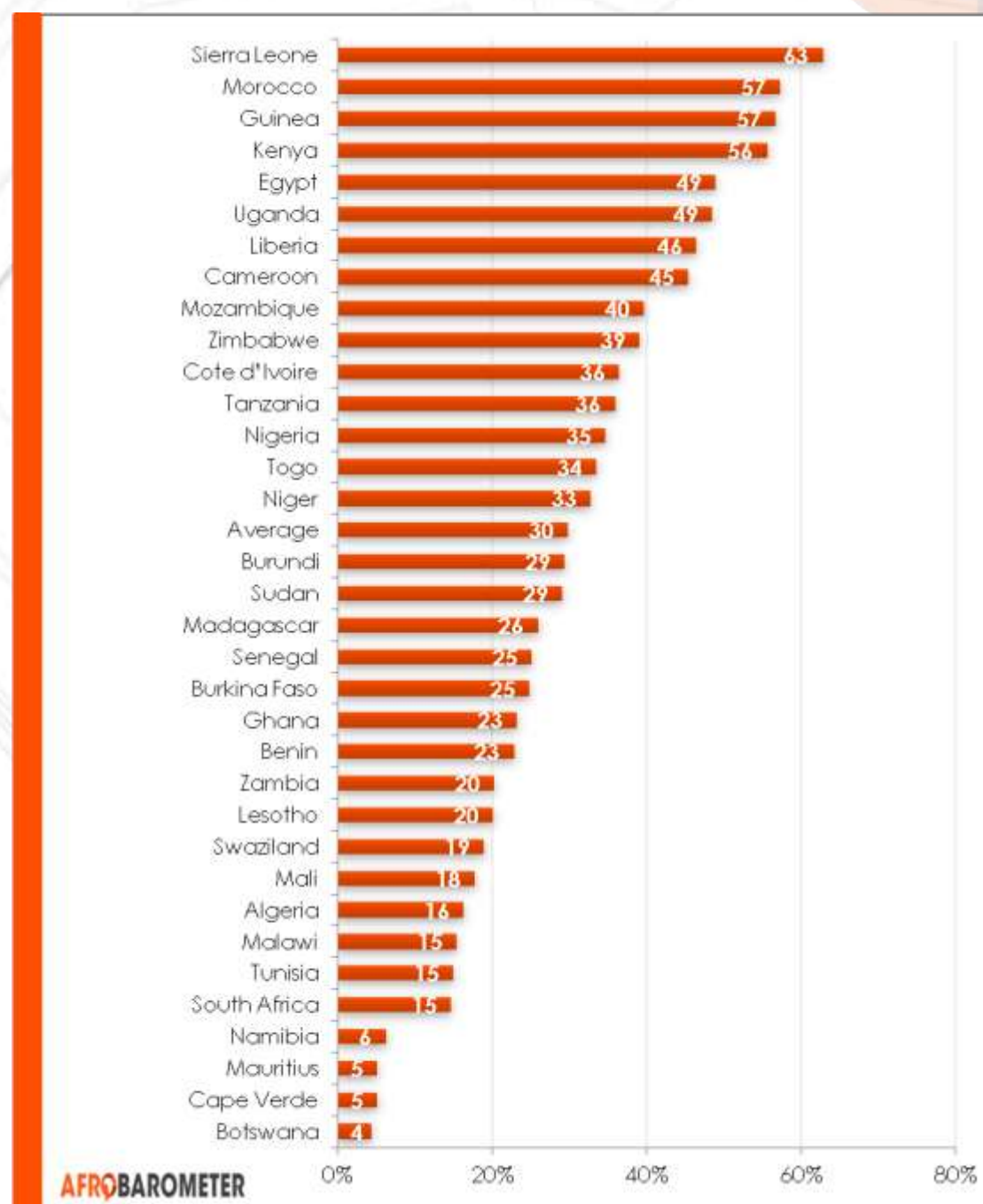
Près d'une personne sur 5 (16 %) a payé un ou plusieurs pots-de-vin au cours de l'année passée pour obtenir un document officiel ou un permis. Payer un pot-de-vin pour bénéficier de soins médicaux (15 %) ou éviter un problème avec la police (14 %) sont les deux autres motifs les plus cités (Figure 11).

Figure 11 : L'expérience personnelle de la corruption
34 pays africains, entre 2011 et 2013



En combinant les réponses dans toutes les catégories, nous constatons que près d'un répondant sur trois (30 %) déclare avoir versé au moins un pot-de-vin au cours de l'année passée pour obtenir un service ou éviter un problème. Cela va d'un pic à 63 % pour la Sierra Leone et plus de 50 % en Guinée, au Kenya et au Maroc, à une fraction seulement pour la Namibie (6 %), l'île Maurice (5 %), le Cap-Vert (5 %) et le Botswana (4 %) (Figure 12).

Figure 12 : Paiement d'un pot-de-vin au cours de l'année passée
34 pays africains, entre 2011 et 2013



Remarque : les chiffres correspondent à la proportion des participants qui ont déclaré avoir payé au moins un pot-de-vin à un fonctionnaire au cours de l'année précédente (réponse globale pour les cinq catégories).

De manière générale, l'expérience de la corruption n'a pas cessé depuis 2002. Par exemple, en 2002, 13 % des citoyens ont été confrontés à la petite corruption pour obtenir un document ou un permis, contre 14 % en 2012. Au niveau national, l'expérience de la corruption a reculé au Nigeria, au Sénégal et au Mali (Figure 13), tandis qu'elle a augmenté au Mozambique, en Ouganda et au Zimbabwe (Figure 14).

Figure 13 : Pays connaissant une baisse de la corruption vécue, entre 2002 et 2012

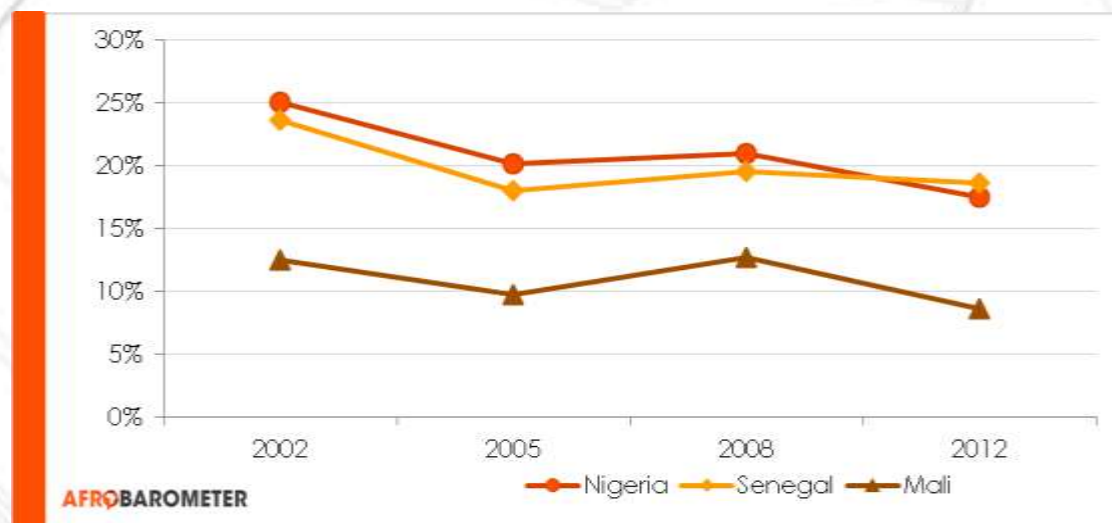
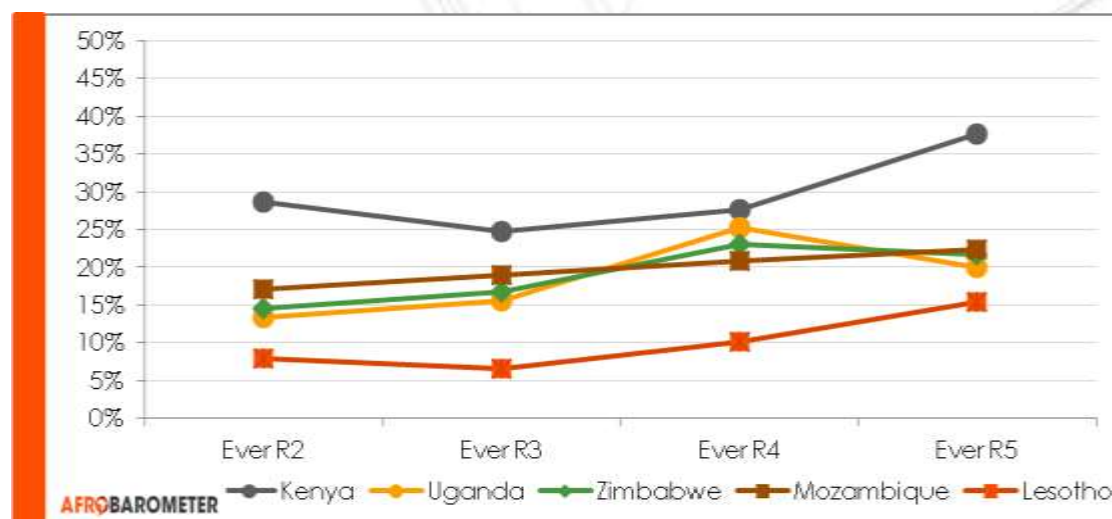


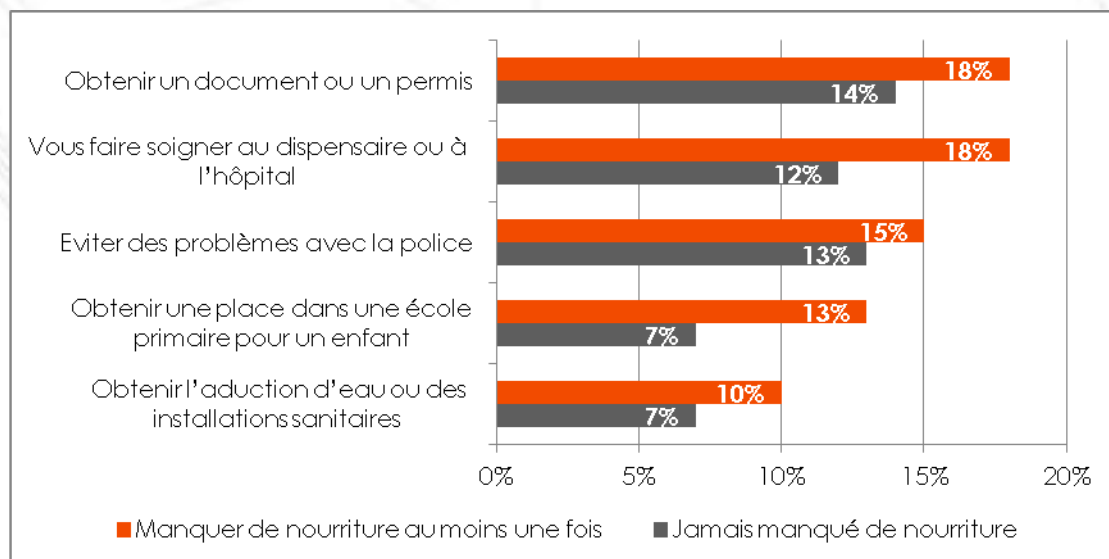
Figure 14 : Pays connaissant une hausse de la corruption vécue, entre 2002 et 2012



La corruption punit les plus pauvres

Les citoyens pauvres sont plus souvent contraints à se livrer à la petite corruption pour survivre que ceux qui sont mieux lotis. Ceux qui ont manqué au moins une fois de nourriture au cours de l'année passée sont plus susceptibles d'avoir payé un pot-de-vin à un fonctionnaire au cours de la même période pour obtenir un service toutes catégories confondues (Figure 15)⁶. Bénéficier des soins médicaux essentiels est plus problématique : pour les citoyens les plus pauvres (ceux ayant manqué au moins une fois de nourriture au cours de l'année passée), 18 % ont dû payer au moins un pot-de-vin à un fonctionnaire au cours de la même période pour bénéficier de soins médicaux, par rapport à seulement 12 % des citoyens dont la situation financière est plus favorable (c.-à-d. ceux qui n'ont pas connu de problème de nourriture). Les plus pauvres sont également désavantagés pour scolariser leurs enfants. Près de deux fois plus de citoyens pauvres (13 %) ont dû payer un pot-de-vin pour scolariser leur enfant par rapport à ceux qui sont mieux lotis (7 %).

Figure 15 : **Pauvreté et expérience de la corruption | 34 pays africains, entre 2011 et 2013**



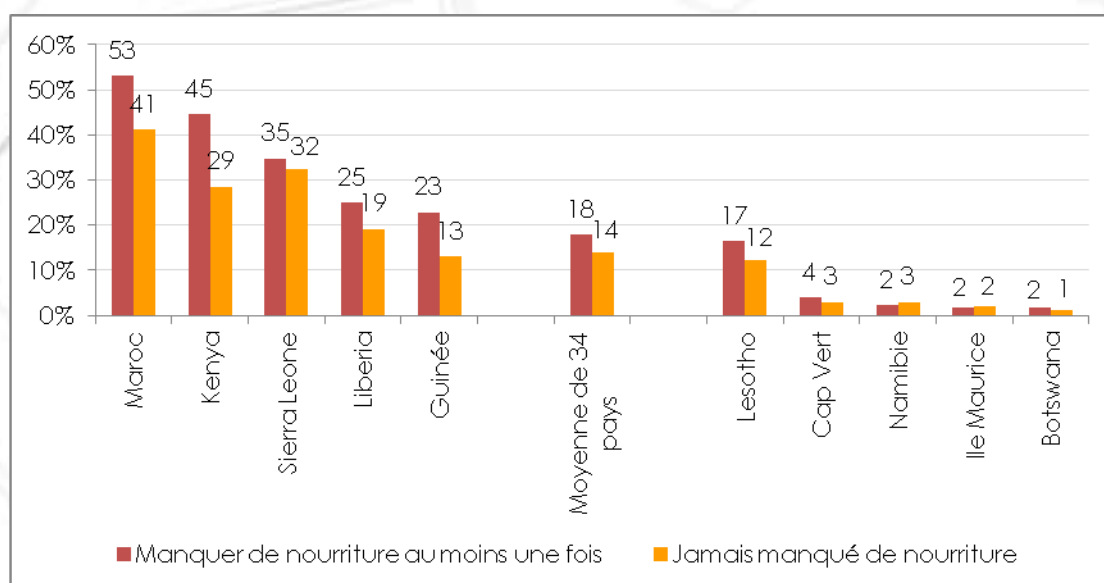
Le graphique indique ceux qui ont été victime de corruption une ou plusieurs fois au cours des douze mois précédant l'enquête

Les citoyens les plus pauvres sont davantage confrontés aux pots-de-vin exigés par les fonctionnaires dans les pays où la corruption est particulièrement présente. Au

⁶ Obtenir un document ou d'un permis; obtenir des services d'eau ou d'assainissement; obtenir un traitement dans une clinique ou un hôpital, d'éviter un problème avec la police; obtenir une place dans une école primaire publique, et recevoir un cadeau ou de l'argent en échange d'un vote

Maroc, par exemple, 53 % des citoyens les plus pauvres ont dû payer un pot-de-vin dans l'année précédant l'enquête pour obtenir un document ou un permis, contre 41 % des plus aisés. Des différences similaires se retrouvent au Liberia (25 % contre 19 %), au Kenya (45 % contre 29 %) et en Guinée (23 % contre 13 %) (Figure 16).

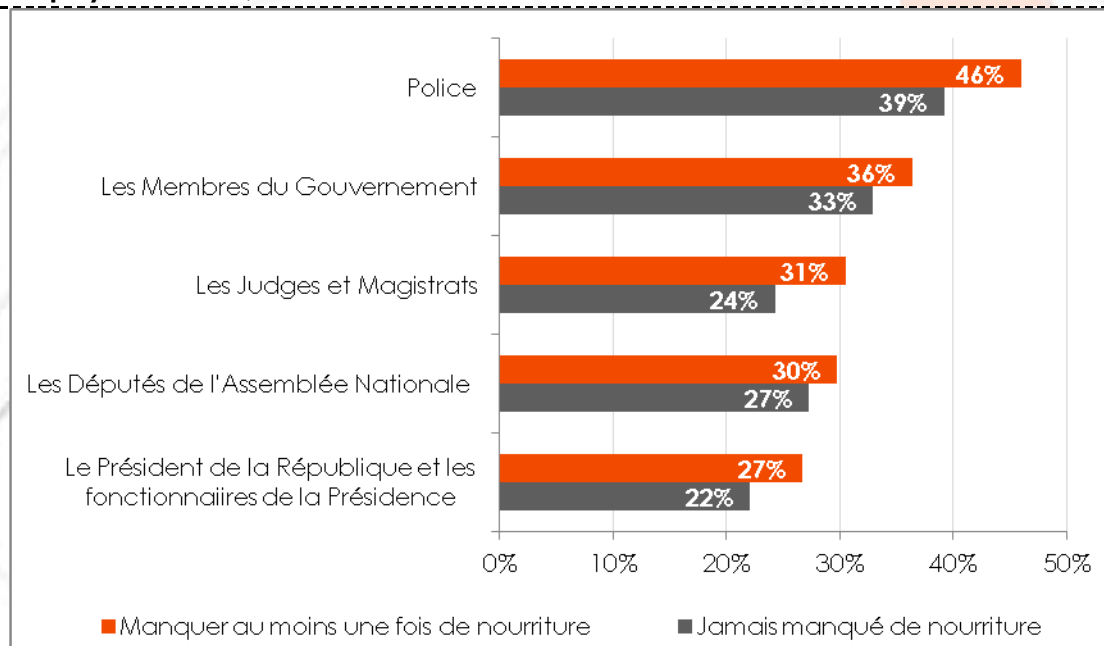
Figure 16 : **Vulnérabilité des citoyens pauvres, par pays, entre 2011 et 2013**



Le graphique indique ceux qui ont été contraints à payer une ou plusieurs fois un pot de vin pour obtenir un document ou un permis au cours des douze mois précédant l'enquête

Les citoyens les plus pauvres perçoivent également un niveau plus élevé de corruption au sein de toutes les institutions gouvernementales (Figure 17). Cela est particulièrement visible dans le domaine de la justice. Près de la moitié des citoyens (46 %) ayant manqué au moins une fois de nourriture au cours de l'année passée déclarent que « la plupart » ou « tous » les policiers sont corrompus, par rapport à 39 % de ceux qui n'ont pas connu de privation de nourriture. Et 31 % des plus pauvres pensent que les juges et les magistrats sont corrompus, alors que seuls 24 % des citoyens mieux lotis partagent cette opinion.

Figure 17: **Pauvreté et perception de la corruption**
34 pays africains, entre 2011 et 2013

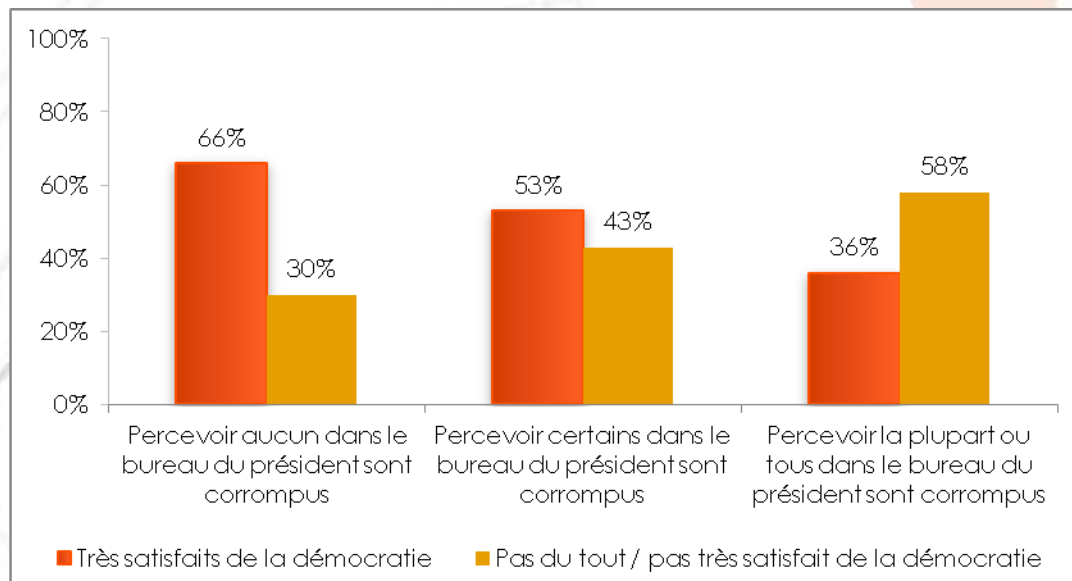


Le graphique indique que les citoyens qui déclarent avoir manqué au moins une fois de nourriture pour manger à leur faim, sont ceux qui pensent que ces organisations sont corrompues. Basé sur 34 pays du R5.

La corruption fragilise la démocratie

La perception de corruption des fonctionnaires est associée à une insatisfaction envers la démocratie. Par exemple, seuls 36 % de ceux qui perçoivent un niveau plus élevé de corruption au sein du bureau du président sont satisfaits de la démocratie, contrairement à 66 % de ceux qui pensent que les membres du bureau du président ne sont pas corrompus (Figure 18).

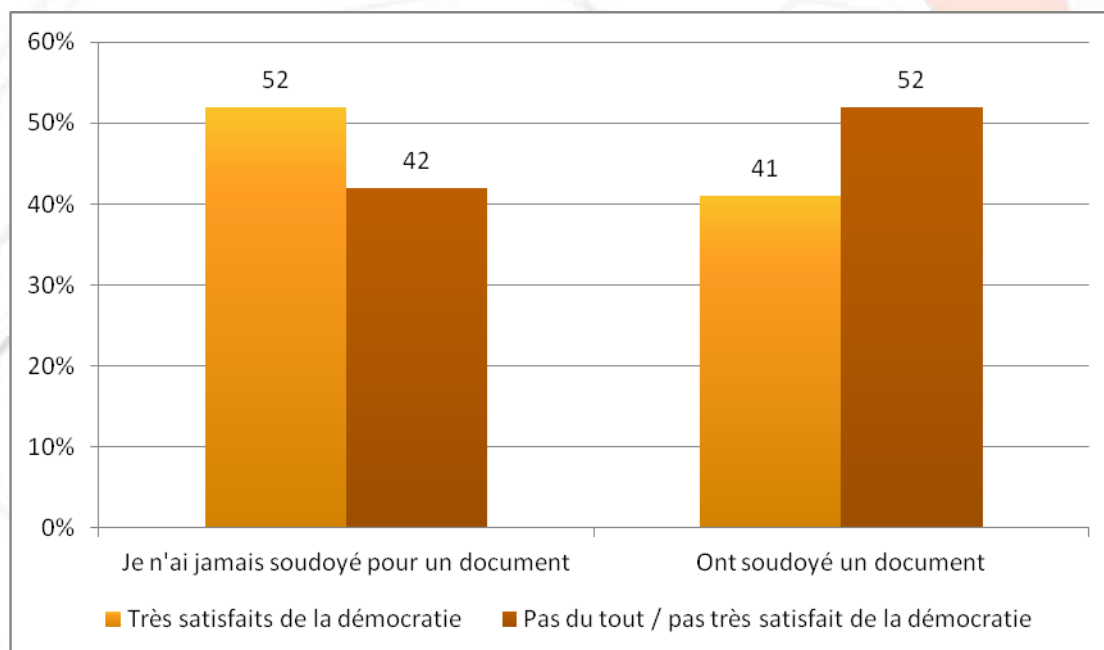
Figure 18 : Perception de la corruption à la Présidence et satisfaction envers la démocratie 34 pays africains, entre 2011 et 2013



Les données montrent la satisfaction avec la démocratie entre les citoyens qui ont payé une ou plusieurs fois un pot de vin au cours des douze mois précédent l'enquête et ceux qui n'ont pas payé

L'expérience de la petite corruption a des effets similaires. Par exemple, seuls 41 % de ceux qui ont dû payer au moins un pot-de-vin pour obtenir un document ou un permis déclarent être « plutôt satisfaits » ou « très satisfaits » de la démocratie, alors que 52 % de ceux qui n'ont pas eu à payer de pot-de-vin expriment la même opinion (Figure 19).

Figure 19: **Expérience de la corruption et satisfaction envers la démocratie**
34 pays africains, entre 2011 et 2013

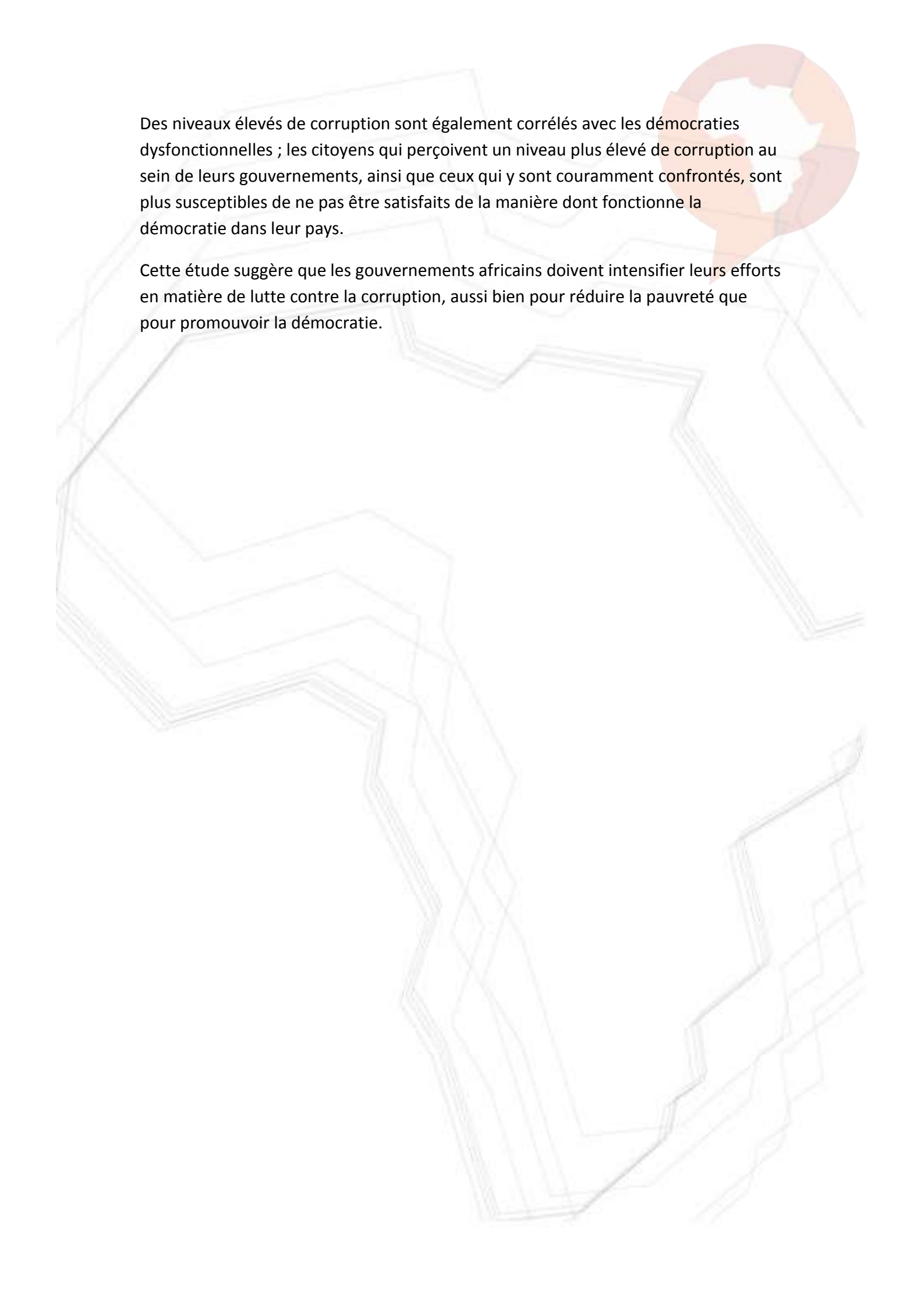


Conclusion

La lutte contre la corruption a été l'une des grandes priorités de la dernière décennie, à la fois pour les dirigeants africains et pour les organisations et donateurs régionaux et internationaux. Les données recueillies par Afrobaromètre montrent que ces efforts n'ont pas suffi à faire reculer la corruption. Une majorité des habitants dans 34 pays africains condamnent les efforts de leurs gouvernements en matière de lutte contre la corruption.

En outre, les niveaux de corruption perçue au sein des institutions de l'État restent élevés, et pour les 16 pays étudiés depuis 2002, les évaluations négatives ont considérablement augmenté. Seuls cinq d'entre eux affichent une amélioration au cours de la dernière décennie. L'expérience personnelle de la corruption est également généralisée et n'a quasiment pas évolué en dix ans.

Par ailleurs, l'expérience de la corruption à laquelle les plus pauvres sont confrontés dans leurs interactions courantes avec les fonctionnaires peut contribuer à accroître les inégalités sociales et à exacerber les différences entre les riches et les pauvres. L'enquête révèle que les citoyens pauvres sont plus vulnérables à la corruption que leurs homologues mieux lotis, en particulier dans les pays où la corruption est endémique.



Des niveaux élevés de corruption sont également corrélés avec les démocraties dysfonctionnelles ; les citoyens qui perçoivent un niveau plus élevé de corruption au sein de leurs gouvernements, ainsi que ceux qui y sont couramment confrontés, sont plus susceptibles de ne pas être satisfaits de la manière dont fonctionne la démocratie dans leur pays.

Cette étude suggère que les gouvernements africains doivent intensifier leurs efforts en matière de lutte contre la corruption, aussi bien pour réduire la pauvreté que pour promouvoir la démocratie.

Afrobaromètre données corruption Annexes

Qualifier-vous bonne ou mauvaise la manière dont le gouvernement traite la lutte anti-corruption

Pays	Très/plutot mal	Ne sait pas	Très/Plutot Bien
Algeria	47%	12%	41%
Benin	48%	5%	47%
Botswana	29%	9%	62%
Burkina Faso	51%	27%	22%
Burundi	59%	4%	37%
Cameroon	42%	9%	49%
Cape Verde	43%	20%	37%
Cote d'Ivoire	41%	15%	43%
Egypt	82%	5%	13%
Ethiopia	<i>à venir</i>		
Ghana	54%	3%	43%
Guinea	54%	8%	38%
Kenya	70%	4%	26%
Lesotho	28%	33%	39%
Liberia	63%	4%	32%
Madagascar	63%	25%	12%
Malawi	28%	25%	47%
Mali	69%	5%	26%
Mauritius	64%	3%	33%
Morocco	65%	10%	25%
Mozambique	44%	19%	36%
Namibia	55%	1%	43%
Niger	39%	17%	44%
Nigeria	82%	1%	17%
Senegal	32%	13%	55%
Sierra Leone	44%	2%	54%
South Africa	66%	1%	33%
Sudan	76%	7%	17%
Swaziland	52%	7%	41%
Tanzania	66%	1%	33%
Togo	66%	16%	19%
Tunisia	67%	8%	25%
Uganda	76%	3%	21%
Zambia	42%	8%	50%
Zimbabwe	81%	3%	16%
Moyenne	56%	10%	35%

Manipulation du gouvernement de la lutte anti-corruption 2002-2012

	2002	2005	2008	2012
Pays	Pourcentage Très / Plutôt mal	Pourcentage Très / Plutôt mal	Pourcentage Très / Plutôt mal	Pourcentage Très / Plutôt mal
Botswana	40%	32%	24%	29%
Cape Verde	40%	28%	48%	43%
Ghana	23%	33%	37%	54%
Kenya	11%	51%	68%	70%
Lesotho	46%	45%	56%	28%
Malawi	68%	39%	33%	28%
Mali	51%	50%	59%	69%
Mozambique	52%	31%	31%	44%
Namibia	43%	48%	42%	55%
Nigeria	71%	63%	57%	82%
Senegal	42%	39%	53%	32%
South Africa	63%	52%	66%	66%
Tanzania	41%	27%	39%	66%
Uganda	65%	52%	71%	76%
Zambia	38%	54%	68%	42%
Zimbabwe	38%	80%	37%	81%
Moyenne	46%	45%	49%	54%

Perceptions de l'implication dans la corruption, par institution (score moyen)

Pays	Le président et les fonctionnaires de la présidence	Membres du Parlement	Membres du gouvernement	Conseillers préfectoraux et municipaux	Police	Agents des impôts	Juges et magistrats
Algeria	0.89	1.50	1.66	1.69	1.11	1.61	1.34
Benin	1.80	1.94	1.99	1.86	2.07	2.31	2.01
Botswana	1.28	1.44	1.62	1.40	1.65	1.46	1.31
Burkina Faso	1.57	1.63	1.79	1.53	1.65	1.83	1.55
Burundi	1.17	1.18	1.37	1.24	2.16	2.00	2.03
Cameroon	2.00	2.01	2.28	1.96	2.50	2.56	2.23
Cape Verde	1.37	1.40	1.45	1.43	1.51	1.45	1.36
Cote d'Ivoire	1.43	1.46	1.56	1.67	1.87	1.75	1.64
Egypt	1.93	2.09	1.99		2.02	1.91	1.24
Ethiopia				à venir			

Ghana	1.65	1.69	1.76	1.49	2.33	1.93	1.77
Guinea	1.48	1.33	1.64	1.31	1.71	1.80	1.77
Kenya	1.68	2.16	2.21	2.18	2.72	1.96	1.65
Lesotho	1.52	1.51	1.73	1.53	1.83	1.72	1.54
Liberia	1.76	1.89	2.10	1.78	2.35	2.19	2.02
Madagascar	1.60		1.81	1.20	1.83	1.84	1.85
Malawi	1.45	1.52	1.61	1.79	1.82	1.66	1.38
Mali	2.17	2.08	2.17	1.90	2.07	2.01	2.19
Mauritius	1.12	1.28	1.26	1.38	1.35	1.18	0.96
Morocco		1.93	1.86	1.93	1.89	1.90	1.87
Mozambique	1.35	1.52	1.54	1.79	1.88	1.84	1.44
Namibia	1.08	1.16	1.88	1.32	1.82	1.54	1.25
Niger	1.47	1.64	1.70	1.52	1.76	1.62	1.48
Nigeria	1.94	2.25	2.29	2.39	2.84	2.33	1.79
Senegal	1.47	1.53	1.59	1.60	1.58	1.57	1.59
Sierra Leone	1.79	1.85	2.08	2.13	2.64	2.27	2.12
South Africa	1.76	1.87	2.09	2.16	2.15	1.52	1.54
Sudan	1.67	1.92	1.95	1.99	1.90	2.06	1.36
Swaziland	1.98	1.82	2.09	1.70	1.89	1.65	1.41
Tanzania	1.14	1.31	1.62	1.47	2.27	1.83	1.65
Togo	1.99	2.06	2.19	2.03	2.17	2.39	2.25
Tunisia	1.32	1.51	1.75	1.71	1.68	1.61	1.44
Uganda	1.86	1.62	1.92	1.67	2.52	2.12	1.68
Zambia	1.30	1.48	1.57	1.54	2.01	1.55	1.45
Zimbabwe	1.71	1.87	2.09	1.88	2.45	2.13	1.56

Perception de la corruption, par institution, 2011-2013

le président de la république et les fonctionnaires de la présidence

Pays	Tous / la plupart d'entre eux	Certains d'entre eux	Aucun	Ne sait pas
Algeria	4.5%	30.8%	43.0%	21.7%
Benin	35.6%	44.3%	11.1%	9.1%
Botswana	13.4%	48.0%	21.2%	17.4%
Burkina Faso	24.6%	30.8%	22.5%	22.2%
Burundi	14.3%	35.3%	32.3%	18.1%
Cameroon	35.5%	40.3%	3.8%	20.3%
Cape Verde	9.8%	33.0%	21.3%	35.8%
Cote d'Ivoire	18.6%	52.0%	15.0%	14.5%
Egypt	36.6%	34.8%	12.1%	16.4%

Ethiopia	<i>à venir</i>			
Ghana	29.8%	58.5%	7.9%	3.7%
Guinea	26.2%	35.2%	27.3%	11.3%
Kenya	29.2%	53.8%	7.2%	9.9%
Lesotho	14.4%	28.3%	19.5%	37.8%
Liberia	32.6%	45.9%	12.0%	9.5%
Madagascar	14.1%	27.1%	15.7%	43.0%
Malawi	11.1%	23.6%	23.1%	42.2%
Mali	47.7%	35.3%	10.0%	7.0%
Mauritius	10.9%	50.8%	25.4%	12.9%
Mozambique	17.2%	35.8%	26.0%	21.0%
Namibia	14.4%	41.4%	34.3%	9.9%
Niger	20.3%	46.1%	16.7%	17.0%
Nigeria	42.2%	54.3%	2.3%	1.2%
Senegal	22.0%	39.5%	20.3%	18.2%
Sierra Leone	39.8%	47.4%	10.3%	2.5%
South Africa	35.2%	51.1%	8.5%	5.3%
Sudan	24.4%	29.1%	19.3%	27.2%
Swaziland	37.6%	33.2%	10.0%	19.2%
Tanzania	13.4%	58.6%	21.9%	6.1%
Togo	33.5%	35.9%	7.4%	23.3%
Tunisia	9.7%	27.6%	27.0%	35.8%
Uganda	35.3%	51.4%	6.0%	7.3%
Zambia	17.7%	58.1%	17.7%	6.6%
Zimbabwe	33.8%	43.8%	13.4%	9.0%
Moyenne	24.4%	41.2%	17.3%	17.1%

Membres du parlement				
Pays	Tous / la plupart d'entre eux	Certains d'entre eux	Aucun	Ne sait pas
Algeria	21.3%	48.7%	13.2%	16.8%
Benin	39.7%	45.9%	5.9%	8.5%
Botswana	17.8%	57.0%	9.9%	15.3%
Burkina Faso	24.7%	34.9%	17.6%	22.8%
Burundi	13.9%	36.5%	30.9%	18.7%
Cameroon	35.9%	41.6%	3.7%	18.9%

Cape Verde	8.8%	37.9%	17.0%	36.3%
Cote d'Ivoire	18.5%	56.0%	11.2%	14.3%
Egypt	45.0%	33.0%	8.1%	13.9%
Ethiopia	<i>à venir</i>			
Ghana	31.8%	58.7%	6.1%	3.4%
Guinea	19.0%	39.5%	25.8%	15.7%
Kenya	49.2%	41.7%	2.4%	6.7%
Lesotho	12.7%	37.7%	13.7%	35.9%
Liberia	38.1%	43.7%	9.4%	8.8%
Malawi	20.5%	39.8%	16.2%	23.6%
Mali	45.2%	36.8%	11.4%	6.7%
Mauritius	14.1%	66.0%	10.8%	9.0%
Morocco	37.0%	49.0%	2.6%	11.3%
Mozambique	19.6%	36.7%	18.5%	25.2%
Namibia	16.1%	43.5%	29.2%	11.1%
Niger	25.4%	48.4%	9.2%	17.0%
Nigeria	56.4%	41.1%	1.6%	0.9%
Senegal	21.4%	42.5%	15.0%	21.1%
Sierra Leone	40.9%	53.1%	4.8%	1.3%
South Africa	40.2%	48.0%	6.4%	5.4%
Sudan	31.6%	32.6%	9.0%	26.8%
Swaziland	33.9%	39.9%	10.3%	15.9%
Tanzania	19.2%	60.1%	15.2%	5.4%
Togo	35.5%	36.4%	5.6%	22.5%
Tunisia	15.8%	33.1%	18.2%	33.0%
Uganda	28.0%	61.9%	5.3%	4.7%
Zambia	24.1%	59.8%	11.1%	5.0%
Zimbabwe	39.2%	52.5%	2.5%	5.8%
Moyenne	28.5%	45.3%	11.4%	14.8%

Membres du Gouvernement

Pays	Tous / la plupart d'entre eux	Certains d'entre eux	Aucun	Ne sait pas
Algeria	30.0%	53.6%	9.2%	7.3%
Benin	41.8%	45.4%	5.0%	7.8%
Botswana	27.6%	55.3%	6.8%	10.3%
Burkina Faso	30.8%	34.6%	14.8%	19.8%
Burundi	21.0%	39.4%	23.5%	16.2%
Cameroon	47.5%	36.4%	1.8%	14.4%

Cape Verde	11.9%	36.4%	17.3%	34.5%
Cote d'Ivoire	23.0%	57.2%	8.3%	11.6%
Egypt	41.4%	42.5%	4.7%	11.5%
Ethiopia	<i>à venir</i>			
Ghana	34.9%	56.8%	5.4%	2.9%
Guinea	30.8%	40.7%	18.6%	9.9%
Kenya	51.8%	40.2%	1.4%	6.6%
Lesotho	26.3%	39.0%	8.8%	25.9%
Liberia	45.6%	41.7%	5.5%	7.1%
Madagascar	18.8%	27.8%	7.9%	45.4%
Malawi	26.0%	41.0%	14.0%	19.0%
Mali	48.5%	36.2%	9.3%	6.1%
Mauritius	13.6%	73.8%	7.6%	5.1%
Morocco	36.2%	53.8%	1.8%	8.3%
Mozambique	21.9%	39.6%	17.6%	21.0%
Namibia	44.6%	38.1%	13.5%	3.8%
Niger	27.2%	46.3%	9.6%	16.9%
Nigeria	58.9%	39.0%	1.3%	0.8%
Senegal	24.7%	42.8%	14.0%	18.6%
Sierra Leone	51.2%	44.1%	3.8%	0.9%
South Africa	50.4%	40.6%	5.4%	3.7%
Sudan	35.0%	33.6%	9.2%	22.1%
Swaziland	45.8%	34.4%	6.1%	13.7%
Tanzania	31.4%	55.3%	8.8%	4.4%
Togo	40.0%	34.8%	4.6%	20.6%
Tunisia	25.5%	37.2%	9.3%	28.0%
Uganda	40.4%	52.1%	3.3%	4.2%
Zambia	27.7%	60.0%	8.1%	4.2%
Zimbabwe	49.1%	43.9%	2.5%	4.4%
Moyenne	34.7%	43.9%	8.5%	12.8%

Conseillers préfectoraux/municipaux

Pays	Tous / la plupart d'entre eux	Certains d'entre eux	Aucun	Ne sait pas
Algeria	31.2%	54.6%	7.8%	6.4%
Benin	39.8%	48.5%	8.9%	2.8%
Botswana	18.1%	55.8%	12.7%	13.5%
Burkina Faso	27.0%	34.5%	24.2%	14.3%
Burundi	21.2%	38.4%	31.5%	8.8%

Cameroon	33.7%	45.3%	3.2%	17.8%
Cape Verde	11.4%	41.1%	14.8%	32.7%
Cote d'Ivoire	26.1%	54.1%	6.2%	13.6%
Ethiopia			<i>à venir</i>	
Ghana	24.7%	60.9%	10.8%	3.7%
Guinea	20.8%	43.8%	26.0%	9.3%
Kenya	49.4%	41.7%	2.8%	6.1%
Lesotho	17.9%	37.3%	14.6%	30.2%
Liberia	34.3%	48.4%	10.5%	6.9%
Madagascar	11.3%	30.8%	32.4%	25.6%
Malawi	23.7%	18.4%	13.2%	44.7%
Mali	41.3%	36.3%	17.7%	4.8%
Mauritius	18.1%	66.6%	7.9%	7.3%
Morocco	38.4%	51.1%	2.0%	8.6%
Mozambique	33.6%	37.8%	12.4%	16.2%
Namibia	20.7%	49.1%	21.6%	8.7%
Niger	23.8%	49.5%	14.0%	12.7%
Nigeria	61.8%	35.8%	1.5%	0.8%
Senegal	22.9%	37.3%	16.1%	23.8%
Sierra Leone	51.8%	42.6%	4.6%	1.0%
South Africa	51.6%	38.4%	6.1%	3.8%
Sudan	35.6%	33.7%	7.7%	23.0%
Swaziland	24.4%	39.8%	10.1%	25.8%
Tanzania	25.3%	58.1%	12.4%	4.2%
Togo	33.3%	37.5%	6.9%	22.3%
Tunisia	23.8%	37.2%	10.8%	28.2%
Uganda	30.5%	58.6%	7.1%	3.8%
Zambia	27.9%	56.7%	11.3%	4.1%
Zimbabwe	41.5%	49.5%	5.3%	3.8%
Moyenne	30.4%	45.3%	11.9%	12.4%

La Police				
Pays	Tous / la plupart d'entre eux	Certains d'entre eux	Aucun	Ne sait pas
Algeria	13.8%	50.0%	27.2%	9.0%
Benin	45.1%	41.2%	6.5%	7.2%
Botswana	29.7%	51.4%	8.6%	10.2%
Burkina Faso	32.1%	33.4%	21.0%	13.5%
Burundi	53.0%	28.8%	11.9%	6.3%
Cameroon	57.1%	30.4%	1.7%	10.8%

Cape Verde	17.0%	42.1%	13.8%	27.1%
Cote d'Ivoire	37.5%	48.9%	7.1%	6.5%
Egypt	44.4%	42.7%	5.2%	7.8%
Ethiopia	<i>à venir</i>			
Ghana	55.2%	39.1%	3.5%	2.2%
Guinea	34.6%	40.1%	18.3%	7.0%
Kenya	69.4%	23.2%	2.3%	5.1%
Lesotho	34.8%	35.6%	10.7%	18.9%
Liberia	55.2%	33.5%	6.0%	5.3%
Madagascar	32.9%	32.9%	10.9%	23.3%
Malawi	38.3%	37.1%	12.9%	11.7%
Mali	45.8%	35.6%	13.2%	5.3%
Mauritius	17.6%	71.3%	6.6%	4.5%
Morocco	36.7%	53.0%	2.3%	8.1%
Mozambique	36.9%	36.1%	12.3%	14.7%
Namibia	41.9%	41.9%	14.2%	1.9%
Niger	33.0%	44.3%	11.1%	11.7%
Nigeria	77.6%	20.2%	1.7%	0.6%
Senegal	24.9%	36.1%	19.0%	20.0%
Sierra Leone	69.2%	24.8%	4.8%	1.3%
South Africa	52.7%	41.0%	4.5%	1.8%
Sudan	33.8%	36.9%	9.8%	19.5%
Swaziland	38.3%	38.0%	10.1%	13.7%
Tanzania	56.1%	35.8%	5.3%	2.8%
Togo	42.5%	32.7%	7.6%	17.1%
Tunisia	24.6%	37.3%	12.9%	25.1%
Uganda	62.2%	33.5%	1.9%	2.3%
Zambia	46.4%	43.8%	6.4%	3.4%
Zimbabwe	62.3%	32.2%	3.4%	2.2%

Agents des Impôts				
Pays	Tous / la plupart d'entre eux	Certains d'entre eux	Aucun	Ne sait pas
Algeria	27.2%	49.7%	12.7%	10.5%
Benin	53.5%	31.8%	5.1%	9.7%
Botswana	12.5%	41.6%	13.6%	32.4%
Burkina Faso	32.8%	28.9%	16.2%	22.1%
Burundi	45.6%	31.1%	12.5%	10.8%
Cameroon	58.8%	26.6%	2.0%	12.6%
Cape Verde	10.8%	38.4%	14.6%	36.2%

Cote d'Ivoire	30.5%	51.3%	6.3%	12.0%
Egypt	37.8%	42.5%	5.4%	14.3%
Ethiopia	<i>à venir</i>			
Ghana	40.8%	50.0%	4.9%	4.3%
Guinea	35.9%	38.2%	16.2%	9.8%
Kenya	39.8%	43.1%	4.5%	12.7%
Lesotho	19.0%	27.1%	11.7%	42.2%
Liberia	48.2%	37.3%	5.4%	9.0%
Madagascar	24.3%	24.1%	10.6%	41.0%
Malawi	27.0%	39.6%	12.8%	20.6%
Mali	44.5%	33.3%	15.8%	6.4%
Mauritius	9.1%	56.6%	18.2%	16.2%
Morocco	33.3%	48.6%	2.3%	15.8%
Mozambique	30.5%	34.2%	11.3%	24.0%
Namibia	28.2%	41.3%	18.8%	11.8%
Niger	25.7%	45.8%	12.3%	16.3%
Nigeria	58.5%	36.9%	1.8%	2.9%
Senegal	20.3%	35.0%	16.3%	28.4%
Sierra Leone	57.4%	33.6%	5.5%	3.5%
South Africa	23.2%	40.8%	17.8%	18.3%
Sudan	39.3%	32.7%	8.3%	19.7%
Swaziland	24.4%	37.8%	13.2%	24.6%
Tanzania	38.0%	47.6%	7.8%	6.7%
Togo	48.0%	27.6%	4.6%	19.8%
Tunisia	19.0%	39.3%	11.6%	30.1%
Uganda	44.8%	44.9%	3.4%	6.8%
Zambia	22.9%	53.4%	9.5%	14.2%
Zimbabwe	45.8%	39.2%	3.5%	11.5%
Moyenne	34.0%	39.1%	9.9%	17.0%

Juges et magistrats				
Pays	Tous / la plupart d'entre eux	Certains d'entre eux	Aucun	Ne sait pas
Algeria	16.4%	61.6%	11.5%	10.5%
Benin	45.6%	37.4%	11.8%	5.2%
Botswana	11.6%	38.4%	22.4%	27.6%
Burkina Faso	24.0%	32.0%	22.5%	21.5%
Burundi	47.9%	33.8%	12.0%	6.3%
Cameroon	47.2%	37.5%	2.8%	12.5%
Cape Verde	7.8%	31.6%	21.5%	39.2%

Cote d'Ivoire	26.7%	56.3%	8.3%	8.7%
Egypt	18.2%	41.7%	28.4%	11.7%
Ethiopia	<i>à venir</i>			
Ghana	33.5%	56.2%	5.6%	4.8%
Guinea	34.7%	39.6%	17.1%	8.7%
Kenya	27.8%	54.5%	7.2%	10.4%
Lesotho	18.6%	33.0%	17.4%	31.0%
Liberia	42.6%	42.9%	6.7%	7.9%
Madagascar	29.4%	26.7%	11.9%	31.9%
Malawi	18.0%	41.2%	21.3%	19.6%
Mali	49.8%	31.8%	12.3%	6.3%
Mauritius	6.6%	39.8%	35.6%	18.0%
Morocco	34.6%	51.5%	2.4%	11.4%
Mozambique	15.4%	40.7%	18.2%	25.7%
Namibia	20.5%	36.7%	31.4%	11.4%
Niger	21.5%	49.4%	14.7%	14.4%
Nigeria	38.2%	54.7%	5.8%	1.3%
Senegal	21.7%	35.8%	16.7%	25.8%
Sierra Leone	50.0%	39.8%	6.1%	4.2%
South Africa	27.2%	46.2%	16.6%	10.1%
Sudan	16.0%	35.7%	24.9%	23.4%
Swaziland	15.9%	37.9%	20.3%	25.9%
Tanzania	31.8%	51.2%	11.5%	5.6%
Togo	44.6%	31.9%	5.3%	18.2%
Tunisia	13.4%	40.6%	15.9%	30.1%
Uganda	29.2%	56.8%	6.3%	7.7%
Zambia	21.5%	56.0%	12.3%	10.2%
Zimbabwe	25.6%	56.5%	8.7%	9.3%
Moyenne	27.4%	42.9%	14.5%	15.2%

Perception de l'indice de corruption au fil du temps

Pays	2002	2005	2008	2012
Botswana	1.62	1.46	1.26	1.46
Cape Verde	1.52	1.73	1.58	1.42
Ghana	1.60	1.74	1.68	1.84
Kenya	1.58	1.90	2.07	2.08
Lesotho	1.54	1.36	1.40	1.63
Malawi	2.00	1.63	1.65	1.56

Mali	2.16	1.93	2.09	2.14
Mozambique	1.68	1.37	1.55	1.54
Namibia	1.40	1.59	1.57	1.44
Nigeria	2.29	2.38	2.22	2.22
Senegal	1.69	1.66	1.85	1.55
South Africa	1.49	1.68	1.72	1.88
Tanzania	1.68	1.58	1.51	1.60
Uganda	2.05	1.92	2.14	1.92
Zambia	1.70	1.94	1.86	1.56
Zimbabwe	1.74	1.96	1.95	1.94
Moyenne	1.74	1.74	1.76	1.74

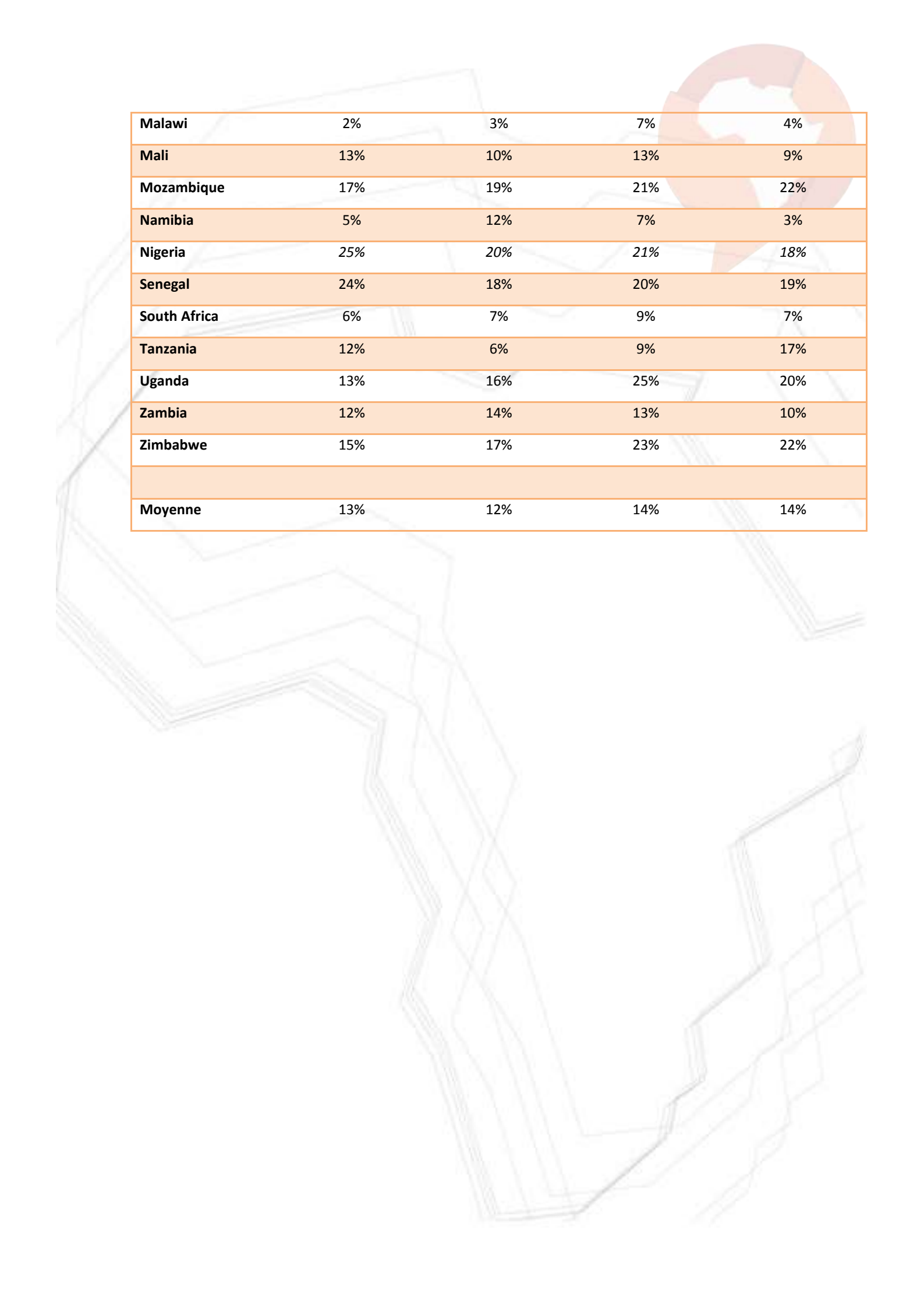
Pourcentages qui ont payé un pot de vin au moins une fois dans l'année écoulée pour une prestation publique

	Pourcentage qui a payé un pot de vin pour un document de permis	Pourcentage qui a payé un pot de vin pour obtenir des services d'eau ou d'assainissement	Pourcentage qui a payé un pot de vin à un dispensaire ou un hôpital	Pourcentage qui a payé un pot de vin pour éviter un problème avec la police	Pourcentage qui a payé un pot de vin pour obtenir une place dans une école primaire
Algeria	9%	5%	6%	9%	1%
Benin	13%	6%	7%	7%	7%
Botswana	2%	0%	0%	3%	1%
Burkina Faso	12%	3%	7%	10%	9%
Burundi	15%	5%	7%	14%	8%
Cameroon	26%	15%	25%	26%	17%
Cape Verde	3%	2%	3%	1%	1%
Cote d'Ivoire	20%	8%	17%	17%	14%
Egypt	27%	16%	35%	18%	22%
Ethiopia	<i>forthcoming</i>				
Ghana	11%	8%	8%	11%	6%
Guinea	19%	16%	41%	20%	29%
Kenya	38%	17%	28%	31%	17%


Lesotho	15%	3%	3%	5%	1%
Liberia	23%	15%	32%	27%	26%
Madagascar	14%	3%	13%	6%	8%
Malawi	4%	4%	4%	6%	3%
Mali	9%	3%	6%	8%	4%
Mauritius	2%	0%	0%	3%	1%
Morocco	44%	20%	46%	36%	14%
Mozambique	22%	15%	22%	16%	20%
Namibia	3%	1%	2%	3%	2%
Niger	10%	4%	19%	13%	4%
Nigeria	18%	11%	14%	19%	9%
Senegal	19%	7%	9%	4%	4%
Sierra Leone	34%	24%	40%	36%	34%
South Africa	7%	7%	9%	7%	7%
Sudan	14%	11%	11%	17%	11%
Swaziland	12%	2%	2%	8%	4%
Tanzania	17%	10%	26%	13%	9%
Togo	19%	5%	12%	15%	11%
Tunisia	9%	4%	5%	10%	2%
Uganda	20%	17%	31%	22%	18%
Zambia	10%	4%	6%	8%	8%
Zimbabwe	22%	8%	11%	24%	9%
Moyenne	16%	8%	15%	14%	10%

Pourcentages qui paient de pot de vin pour un document ou permis au fil du temps

Pays	2002	2005	2008	2012
Botswana	3%	2%	1%	2%
Cape Verde	5%	5%	10%	3%
Ghana	13%	15%	11%	11%
Kenya	29%	25%	28%	38%
Lesotho	8%	7%	10%	15%



Malawi	2%	3%	7%	4%
Mali	13%	10%	13%	9%
Mozambique	17%	19%	21%	22%
Namibia	5%	12%	7%	3%
Nigeria	25%	20%	21%	18%
Senegal	24%	18%	20%	19%
South Africa	6%	7%	9%	7%
Tanzania	12%	6%	9%	17%
Uganda	13%	16%	25%	20%
Zambia	12%	14%	13%	10%
Zimbabwe	15%	17%	23%	22%
Moyenne	13%	12%	14%	14%



Samantha Richmond est la responsable du volet renforcement des capacités au sein du réseau Afrobaromètre, elle est basée à l'Université de Cape Town.

Carmen Alpin est le gestionnaire des bases de données du réseau Afrobaromètre, elle est également basée à l'Université de Cape Town.

Les enquêtes Afrobaromètre sont produites en collaboration avec des chercheurs en sciences sociales dans plus de 30 pays africains. La coordination est assurée par Centre pour le Développement Démocratique (CDD-Ghana) , l'Institut de Justice et Réconciliation (RIF) en Afrique du Sud , l'Institut d'Etudes pour le Développement (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya et l'Institut de Recherche en Economie Politique (IREEP) du Bénin.

Nous tenons à remercier le Département pour le Développement International (DfID) du Royaume-Uni , la Fondation Mo Ibrahim , l'Agence Suédoise pour le Développement International (SIDA), l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) et la Banque Mondiale pour leur généreux soutien au Round 5.

Pour plus d'informations et d'éventuelles demandes d'analyse des données, veuillez visiter le site du réseau Afrobaromètre : [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org/fr) / fr.